

entrepreneuriat

actionnaires

rêve coopératives

régions ress

Investir vision

le Québec

PME transfert d'entreprises

mouvement

prospérité durable

coopératives de

travailleurs actionnaires

avenir

Le rapport financier comprend :

- > le rapport de gestion
- > le rapport de la direction
- > les états financiers vérifiés complets, incluant les notes et le rapport des vérificateurs
- > le relevé du coût des investissements à impact économique québécois
- > le relevé des autres investissements
- > le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires



Desjardins
Capital régional
et coopératif

Capital régional et coopératif Desjardins

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de la Société. Il explique du point de vue de la direction les résultats que la Société a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de la Société, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. La Société rejette toute intention ou toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir.

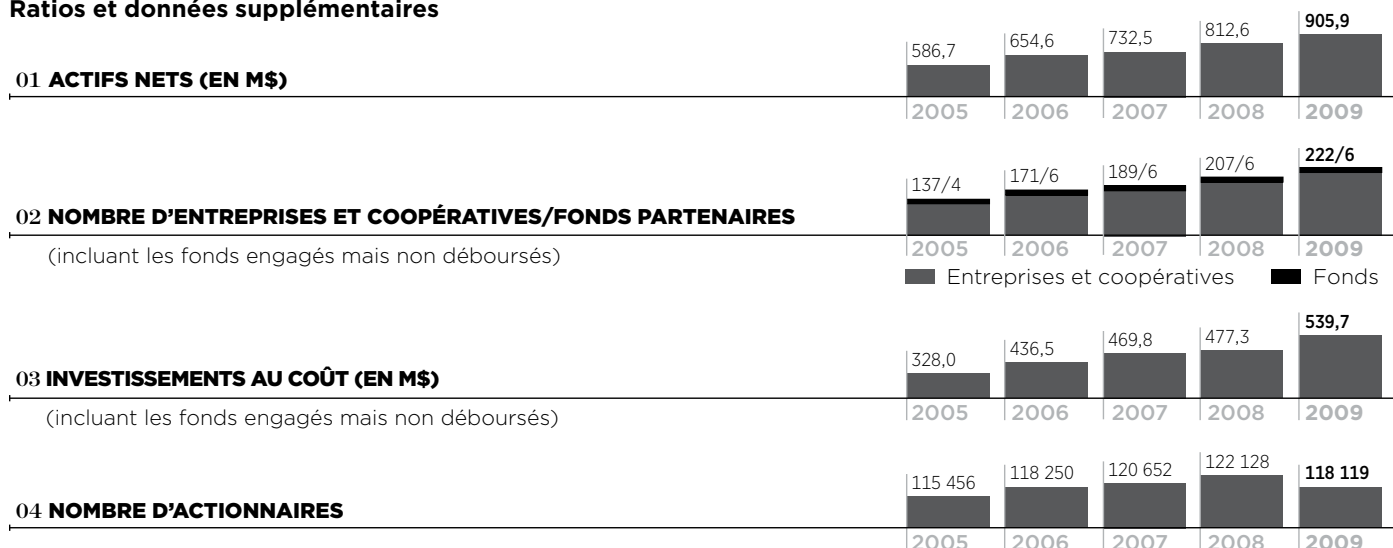
Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000 poste 2322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8 ou en consultant notre site Internet (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information intermédiaire.

Faits saillants financiers aux 31 décembre

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant la Société et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers annuels vérifiés de la Société.

Ratios et données supplémentaires



	2009	2008	2007	2006	2005
Produits (en milliers \$)	39 900	39 520	32 015	27 386	21 717
Bénéfice net (perte nette) (en milliers \$)	17 145	(29 347)	(22 243)	(10 238)	6 751
Actions en circulation (en milliers)	93 142	85 159	74 097	64 139	56 600
Ratio des charges totales d'exploitation (%)	2,8	3,1	3,4	3,5	3,6
Taux de rotation du portefeuille :					
> investissements à impact économique québécois (%)	9	9	11	7	17
> autres investissements (%)	84	83	33	38	47
Ratio des frais d'opérations ⁽¹⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Émission d'actions (en milliers \$)	129 443	126 440	101 763	79 544	100 605
Rachat d'actions (en milliers \$)	53 273	17 016	1 611	1 401	1 234
Juste valeur des investissements à impact économique québécois déboursés et engagés (en milliers \$)	465 228	412 854	434 406	419 571	313 466

⁽¹⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour la Société.

Variation de l'actif net par action

	2009 (\$)	2008 (\$)	2007 (\$)	2006 (\$)	2005 (\$)
Actif net par action en début d'exercice	9,54	9,89	10,21	10,37	10,25
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	0,19	(0,35)	(0,33)	(0,17)	0,12
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,43	0,47	0,47	0,40	0,35
Charges d'exploitation	(0,27)	(0,30)	(0,35)	(0,34)	(0,33)
Impôts et taxe sur le capital	(0,06)	0,04	0,10	0,00	(0,04)
Gains (pertes) réalisés	0,13	(0,20)	(0,24)	(0,19)	0,16
Pertes non réalisées	(0,04)	(0,36)	(0,31)	(0,04)	(0,02)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00
Actif net par action au 31 décembre de l'exercice indiqué	9,73	9,54	9,89	10,21	10,37

Sommaire

La Société a clôturé son exercice 2009 avec un bénéfice net de 17,1 M\$ (perte nette de 29,3 M\$ en 2008), soit un rendement de 2,0 % (rendement négatif de 3,6 % en 2008). L'actif net par action augmente ainsi à 9,73 \$ en fonction du nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice comparativement à 9,54 \$ à la fin de l'exercice 2008. À titre indicatif, à ce prix de 9,73 \$, un actionnaire ayant investi il y a sept ans obtient un rendement annuel, compte tenu du crédit d'impôt de 50 % dont il a bénéficié, de l'ordre de 9,3 % net d'impôt.

Le rendement de la Société s'explique principalement par la contribution des activités d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements. L'actif alloué à l'activité d'investissements à impact économique québécois vise la réalisation de la mission de développement économique auprès des régions du Québec et des coopératives. Il se répartit entre quatre lignes d'affaires et est composé essentiellement d'actions et de débentures. Cette activité affiche en 2009 un rendement de 6,1 %, comparativement à un rendement négatif de 6,5 % en 2008. Au cours du présent exercice, l'amélioration des conditions de crédit corporatif a généré un gain pour ce portefeuille et les produits ont progressé. Cependant, le contexte économique difficile a contribué à engendrer des baisses de valeur dans certaines catégories d'actif du portefeuille, en particulier pour les entreprises partenaires dans les secteurs des technologies de l'information / télécommunications et de la santé / biotechnologies. Le coût des investissements à impact économique québécois réalisés ou engagés atteint 539,7 M\$, dont 475,8 M\$ ont été déboursés.

L'activité des autres investissements concerne le solde des fonds non investis auprès des entreprises partenaires. Ce portefeuille est constitué de façon à sécuriser le rendement de la Société et à assurer la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions et aux investissements. Il est composé principalement d'obligations et d'actions privilégiées. Cette activité a généré en 2009 un rendement de 5,2 % comparativement à un rendement de 4,7 % en 2008. Cette hausse du rendement découle en majeure partie de l'amélioration des conditions de crédit qui a permis aux obligations et actions privilégiées de sociétés et d'institutions financières de générer des plus-values importantes et, dans une moindre mesure, de la performance du portefeuille de superposition.

Au cours de l'exercice, les souscriptions au capital recueillies se sont élevées à 129,4 M\$ alors que les rachats d'actions ont totalisé 53,3 M\$. Depuis le début de l'admissibilité d'une partie des actions à un rachat au terme de leur période minimale de détention de sept ans, environ le tiers des actions admissibles ont été rachetées. L'actif net a ainsi atteint 905,9 M\$, en hausse de 11,5 % par rapport à 2008. Le nombre d'actionnaires au 31 décembre 2009 était de 118 119, en léger recul de 3,3 % par rapport au 31 décembre 2008.

Contexte économique

Rétrospective 2009

L'année 2009 a débuté sur un fond de crise économique et financière. L'action énergique des banques centrales, qui ont abaissé leurs taux directeurs à un plancher historique tout en injectant massivement des liquidités, a permis de réduire progressivement les tensions sur les marchés financiers. Les plans de relance des gouvernements un peu partout dans le monde ont également aidé à mettre un terme à la récession dans la plupart des pays industrialisés à la fin de 2009.

L'économie américaine, qui a été au cœur de la crise du crédit hypothécaire et de celle des liquidités, a été durement touchée. La débâcle du marché immobilier américain a toutefois fait place à une certaine stabilisation en fin d'année, tandis que les dépenses de consommation se sont redressées. Les différents programmes incitatifs liés au plan de l'administration Obama, notamment celui destiné au remplacement des vieux véhicules automobiles ou encore le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, ont porté leurs fruits. Le maintien des fonds fédéraux à un plancher de 0,25 % a également permis à l'économie américaine d'amorcer une reprise l'été dernier.

Au Canada, la récession a fait moins de dommages qu'aux États-Unis. Le marché immobilier a été ébranlé dans une moindre mesure en raison des pratiques de crédit plus rigoureuses de ce côté-ci de la frontière. Les prix des propriétés ont même déjà récupéré tout le terrain perdu après l'éclatement de la crise financière, tandis que la construction résidentielle a repris le sentier de la croissance. Du côté des entreprises, les conditions de crédit ont commencé à s'assouplir et les investissements se sont redressés. Les exportations demeurent toutefois affectées par l'appréciation du dollar canadien. Le redressement de la demande intérieure a néanmoins permis au pays d'amorcer une reprise économique. Les plans de relance des gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que la réduction des taux d'intérêt directeurs à un seuil historique ont permis de remettre l'économie sur les rails. Le Québec a également amorcé une reprise l'été dernier après avoir connu une récession moins prononcée que celle du Canada. Les pertes d'emplois ont été relativement moins importantes et le taux de chômage a même fléchi sous la moyenne canadienne de 8,5 % à la fin de l'année.

Le début de 2009 a été très difficile pour les marchés boursiers. La chute amorcée en 2008 s'est notamment poursuivie sur les bourses nord-américaines qui ont touché un creux cyclique en mars 2009. La remontée a été impressionnante par la suite, ce qui a permis à l'indice S&P 500 de clôturer l'année avec une hausse de 23,5 %. Au Canada, l'indice S&P/TSX s'est apprécié de 30,7 % en 2009. Les prix des matières premières ont terminé l'année en force après la dégringolade enregistrée à partir de la mi-2008. Les cours pétroliers ont atteint 80 \$ US le baril à la fin de décembre, alors qu'ils se situaient autour de 30 \$ US le baril en début d'année. Cette appréciation a été favorable pour le dollar canadien qui a également profité de la faiblesse du billet vert. Le huard, qui avoisinait 0,80 \$ US en janvier 2009, s'est approché de la parité en clôturant l'année à 0,95 \$ US.

Perspectives 2010

Après avoir traversé une période de turbulences extrêmes, les marchés financiers connaîtront une année de consolidation. La Réserve fédérale devrait maintenir ses taux directeurs inchangés tout au long de l'année afin de ne pas étouffer la reprise, tandis que la Banque du Canada fera de même au moins jusqu'à l'automne. La reprise économique amorcée en Amérique du Nord devrait se solidifier au cours de 2010. Les plans de relance

continueront de faire effet, tandis que le marché du travail connaîtra une certaine amélioration. La période de convalescence sera particulièrement longue aux États-Unis, qui ont perdu plus de sept millions d'emplois à la suite de la récession.

La relance de l'économie sera modeste au Canada, particulièrement dans le centre du pays. Les exportations auront du mal à se redresser en raison de l'appréciation du huard. Le Québec et l'Ontario seront désavantagés sur ce plan, tandis que l'ouest du pays profitera de la remontée des prix du pétrole et des effets positifs des Jeux olympiques d'hiver. Au Québec, la reprise s'est enclenchée au cours de l'été 2009. Les dépenses de consommation sont enfin sorties de leur léthargie, tandis que le marché immobilier a surpris par sa vigueur. Les perspectives sont toutefois assombries par l'état précaire des finances publiques. Des efforts importants de discipline budgétaire devront être consentis dès cette année pour permettre un retour à l'équilibre en 2013-2014. Outre un meilleur contrôle des dépenses, des ponctions fiscales additionnelles sont à prévoir pour les particuliers, ce qui pourrait ébranler les consommateurs et, par le fait même, freiner l'élan de la reprise économique au Québec.

Marché du capital de risque

L'activité québécoise de capital de risque a augmenté en 2009 par rapport à l'année précédente avec des investissements totalisant 431 M\$. Ces résultats démontrent bien la vitalité de l'économie québécoise en regard du reste de l'Amérique du Nord. Les investissements pour l'ensemble du Canada ont chuté de 27 %. La province canadienne la plus touchée par la situation économique est l'Ontario avec une baisse de ses investissements de moitié pour terminer avec un total de 288 M\$ d'investissements. L'augmentation des volumes d'investissement au Québec jumelée à la réduction dans le reste du Canada a fait en sorte qu'en 2009 les activités d'investissements au Québec représentent plus de 43 % des investissements dans l'ensemble du Canada.

Les investissements au Québec liés aux technologies de l'information ont également progressé atteignant près de 200 M\$. Pour leur part, les secteurs des sciences de la vie ont continué leur régression des dernières années avec des investissements de 88 M\$, ce qui représente une diminution de 26 % par rapport à 2008.

Avec un fort volume des activités lors du premier semestre, les investissements dans les secteurs plus traditionnels ont augmenté de 65 % pour terminer l'année 2009 avec environ 129 M\$.

Les investissements dans les sociétés québécoises en expansion représentent près de 54 % de toute l'activité de 2009. Au niveau des entreprises en démarrage et en début de croissance, l'activité d'investissement a continué de progresser avec une croissance de 59 % par rapport à 2008 pour atteindre près de 46 % de tous les investissements au Québec.

Les investisseurs américains et étrangers ont fait un retour en force en 2009. La proportion de leurs investissements au Québec a progressé de 50 % pour atteindre environ 125 M\$ d'investissements.

Montréal a encore attiré la plus forte proportion des investissements au Québec. Cependant, pour la première fois depuis les cinq dernières années, cette proportion a été inférieure à 70 %, pour représenter environ 56 % des investissements québécois. C'est la ville de Québec qui a considérablement modifié le portrait habituel de la répartition des investissements, et ce, en attirant plus de 31 % de tous les investissements comparativement à 6 % en 2008 et 10 % en 2007.

Analyse de la performance financière par la direction

Capital régional et coopératif Desjardins a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins (la «Loi») adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. Elle a été constituée à l'initiative du Mouvement des caisses Desjardins. Le gestionnaire, Desjardins Capital de risque inc., assure la gestion des activités de la Société.

La Société vise à participer à un Québec plus prospère en assurant un appui soutenu aux entreprises et coopératives, et ce, tout en tenant compte des réalités économiques régionales. Elle fait vivre l'esprit du milieu coopératif en contribuant à la continuité des entreprises et en faisant croître la richesse collective dans les régions.

Mission, objectifs et stratégies de la Société

Mission

La mission de la Société est :

- > De contribuer au développement économique du Québec et participer étroitement à l'essor des régions ressources, soit l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, la Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine, la Mauricie, le Nord-du-Québec et le Saguenay — Lac-Saint-Jean («les régions ressources»);
- > D'injecter dans les coopératives et les entreprises du capital de risque et offrir l'expertise conseil pour stimuler leur démarrage, leur croissance et leur rayonnement;
- > De procurer aux actionnaires un rendement incitant le réinvestissement.

La Loi prévoit certaines normes permettant d'encadrer cette mission. Ainsi, depuis l'exercice financier 2006, la part des investissements admissibles moyens de la Société, doit représenter au moins 60 % de l'actif net moyen de la Société pour l'exercice précédent. De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage (60 %) doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. Si ces normes n'étaient pas respectées, des pénalités pourraient être assumées par la Société. Au 31 décembre 2009, aucune somme n'était exigible en vertu de ces normes.

La Société compte réaliser ses objectifs d'investissement, entre autres, en assurant sa présence dans toutes les régions du Québec, en proximité avec les centres financiers aux entreprises, grâce à la vingtaine de bureaux d'affaires de son gestionnaire, ainsi qu'en favorisant la mise en place de coopératives de travailleurs actionnaires.

Objectifs

Afin de réaliser sa mission, la Société s'est fixé trois grands objectifs :

- > Proposer des montages financiers et des stratégies de développement adaptées aux nouveaux besoins des entreprises, notamment en termes de transfert ou de rachat d'entreprises, afin de conserver et maintenir les emplois et la propriété d'entreprises au Québec;
- > Valoriser les entreprises partenaires;
- > Gérer les actifs financiers de façon intégrée afin d'assurer un rendement optimal à l'actionnaire.

Stratégies de la Société

Dans le but de répondre adéquatement au mandat de développement des régions et des coopératives, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général, le gestionnaire de la Société répartit ses activités d'investissements à impact économique québécois en quatre lignes d'affaires.

- > La ligne d'affaires Capital de risque couvre les secteurs de la santé et des biotechnologies, des technologies de l'information et des télécommunications.
- > La ligne d'affaires Coopératives et régions ressources regroupe l'ensemble des investissements dans des coopératives de même que les investissements inférieurs à 5 M\$ du secteur industriel en régions ressources.
- > La ligne d'affaires Capital de développement est composée des investissements inférieurs à 5 M\$ du secteur industriel dans toutes les autres régions administratives du Québec.
- > Enfin, la ligne d'affaires Investissements majeurs et rachats d'entreprises regroupe les investissements du secteur industriel de plus de 5 M\$ sur l'ensemble du territoire du Québec. Les investissements majeurs font référence aux investissements se situant entre 5 M\$ et 20 M\$ réalisés dans le but d'appuyer les entreprises ayant des projets de croissance ou d'acquisition. Ces investissements majeurs se traduisent par une participation minoritaire au capital-actions de ces entreprises. Par ailleurs, le rachat d'entreprises a pour mission d'investir sous forme de participation majoritaire au capital-actions d'une entreprise afin de permettre à un éventuel acquéreur ou une équipe de direction déjà en place de poursuivre les activités de celle-ci.

Conformément à sa mission d'appui au milieu coopératif, le gestionnaire de la Société, Desjardins Capital de risque, favorise la promotion de coopératives de travailleurs actionnaires, une approche qui permet aux employés de devenir copropriétaires de leur entreprise de concert avec l'équipe de direction et Capital régional et coopératif Desjardins. Les employés ont ainsi l'occasion de participer au développement économique de leur région tout en partageant la richesse issue de leurs milieux respectifs.

La Société s'est également donné pour mandat d'optimiser le rendement total obtenu par ses actionnaires tout en visant à préserver à terme la valeur de leur capital. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, la Société considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette approche de gestion permet à la Société d'obtenir un portefeuille global équilibré et de limiter la volatilité de la valeur de l'action selon différents scénarios économiques possibles tout au long de la période de détention.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers de la Société se décline ainsi :

- > Les actifs financiers de la Société sont gérés de manière intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de façon à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif du portefeuille d'investissements par la diversification.
- > L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de la Société, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, de limiter la volatilité semestrielle de la valeur de l'action et de procurer aux actionnaires un rendement incitant le réinvestissement.
- > Une partie suffisante des actifs financiers de la Société doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de la Société en excédant de ses émissions d'actions.
- > Une partie suffisante des actifs financiers de la Société doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de la Société.

Gestion des risques

Gouvernance des risques

Afin d'assurer la pérennité du fonds et protéger les intérêts des actionnaires, le conseil d'administration veille à ce que les principaux risques reliés aux activités de la Société soient identifiés et que les mécanismes de gestion et les contrôles appropriés soient en place. Le conseil d'administration est appuyé dans l'exercice de ses fonctions et de ses responsabilités par quatre comités permanents, composés exclusivement de membres du conseil. Ceux-ci se répartissent le suivi et l'encadrement des différents risques, font régulièrement rapport de leurs activités au conseil d'administration, accompagné des recommandations appropriées. Aussi, une partie de la gouvernance des risques est assurée par son gestionnaire.

Outre les mandats spécifiques confiés de temps à autre par le conseil d'administration, les responsabilités des comités sont les suivantes :

Comité exécutif

Le comité exécutif exerce tous les pouvoirs du conseil d'administration, à l'exception de ceux qui ne peuvent être délégués en vertu de la Loi et des Règlements généraux de la Société. Il assume, notamment, les responsabilités reliées à la gouvernance et gère le processus annuel d'évaluation de l'efficacité du conseil d'administration, de ses comités et des administrateurs. Il a également pour mission d'interpréter et d'appliquer la politique d'achat de gré à gré et de formuler des recommandations à cet égard au conseil d'administration. De plus, il reçoit trimestriellement du gestionnaire de la Société la liste des dossiers à risque, avec les mesures prises pour redresser la situation.

Comité de vérification

Le comité de vérification est composé exclusivement de membres indépendants du Mouvement Desjardins. Il est responsable de la surveillance du processus d'information financière. À cet égard, le comité analyse les états financiers trimestriels, semestriels et annuels, pour approbation par le conseil d'administration, la présentation de l'information financière, le système de contrôle interne, la surveillance des risques liés à l'information financière, les processus de vérification interne et externe, les procédés appliqués et la conformité réglementaire.

À la fin de chaque semestre, le comité prend connaissance des attestations du directeur général et du chef de la direction financière relativement au processus d'évaluation et à l'établissement de la juste valeur des investissements à impact économique québécois.

De plus, le comité s'assure de l'indépendance des vérificateurs externes et du vérificateur interne du Mouvement des caisses Desjardins pour les mandats effectués pour le compte de la Société.

Comité de gestion des actifs financiers

Le comité a comme mandat principal la coordination et l'arrimage des actifs financiers de la Société. À ce titre, il s'assure que la Société dispose de toutes les politiques, directives et procédures adéquates touchant les actifs financiers et voit à l'élaboration et à la révision annuelle de celles-ci. Il s'assure également de l'utilisation optimale des nouveaux produits afin de bonifier le rendement, le rapport rendement/risque et la position fiscale de la Société. Il vérifie que la gestion des actifs financiers puisse être faite de façon proactive tout en maintenant un niveau de risque acceptable et s'assure de la gestion des risques financiers en conséquence. De plus, le comité est responsable du suivi de l'atteinte de la norme du 60 % et de la norme du 35 %, édictées par la loi constitutive, et effectue le suivi de la performance de la Société.

Comité d'éthique et de déontologie

Le comité d'éthique et de déontologie est composé exclusivement de membres indépendants du Mouvement Desjardins. Il étudie toute question relative à l'application du code d'éthique et de déontologie de la Société et s'assure du respect des règles d'octroi et de révision des contrats qui y sont prévues. Il a aussi la responsabilité d'étudier toute situation potentiellement conflictuelle afin de formuler des recommandations au conseil d'administration. Il s'assure auprès du gestionnaire que les employés dédiés à la Société connaissent les règles du code d'éthique et de déontologie et que les mécanismes sont en place pour détecter et régler les situations déontologiques. Enfin, il évalue l'admissibilité des candidatures pour les deux postes d'administrateur devant être élus par l'assemblée des actionnaires et statue annuellement sur l'indépendance de chaque administrateur.

Comités du gestionnaire

Le gestionnaire s'est doté de comités d'investissement et d'un comité d'évaluation de portefeuilles. Les comités d'investissement ont pour mandat d'approuver, à l'intérieur des paramètres des politiques et du plan stratégique définis par le conseil d'administration de la Société, des transactions d'achat ou de vente de participation dans les entreprises. Ces comités effectuent également un suivi trimestriel de la qualité du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et rendent compte trimestriellement de leurs activités au conseil d'administration. Pour sa part, le comité d'évaluation de portefeuilles a pour mandat de passer en revue toute l'information pertinente concernant l'évaluation du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et s'assure du respect du processus d'évaluation conformément à la réglementation applicable. Ce comité fait rapport au conseil d'administration de la Société.

Relevé des présences et rémunération

Le tableau suivant présente le relevé des présences et la rémunération des administrateurs de la Société pour l'exercice 2009.

Noms	Conseil d'administration	Comité exécutif ⁽¹⁾	Comité de vérification ⁽¹⁾	Comité de gestion des actifs financiers ⁽¹⁾	Comité d'éthique et de déontologie ⁽¹⁾	Rémunération ⁽²⁾
(nombre de réunions)	(8 réunions)	(6 réunions)	(5 réunions)	(4 réunions)	(3 réunions)	
Barrette, Lorrain	8/8		5/5			19 600 \$
Beaulieu, Gilbert	7/8	4/4		3/3		20 100 \$
Bourdages, Évangéliste	6/8	4/4			2/2	21 375 \$
Cousineau, Serge	1/1	2/2				5 544 \$
Deveaux, Marlène	7/7		3/3			13 754 \$
Doyon, Maurice	8/8			2/2	1/1	19 900 \$
Ferland, Francine	7/7				1/1	13 054 \$
Fortier, Camille	1/1			2/2		5 874 \$
Fortin, Josée	8/8				2/3	22 400 \$
Gauvreau, Pierre	8/8	2/2	5/5	4/4		28 800 \$
Lachapelle, André	8/8	6/6		4/4		40 500 \$
Lavoie, Yves	1/1	1/1			1/1	4 700 \$
Morin, Bruno ⁽³⁾	7/8					10 000 \$
Roy, Claudine	6/7				1/1	12 274 \$
St-Aubin, Robert	2/4					4 274 \$
St-Pierre, Hugues	1/1		1/1			5 153 \$
Voyzelle, Carole	5/6	4/4			1/1	16 078 \$
Rémunération totale						263 380 \$

⁽¹⁾ La composition des quatre (4) comités a été revue le 20 mai 2009.

⁽²⁾ Inclut la tenue de comités *ad hoc*, de sessions d'accueil ou de sessions de formation, le cas échéant.

⁽³⁾ Un montant forfaitaire annuel de 10 000 \$ est alloué au directeur général et est versé à la Caisse centrale Desjardins.

Afin de faciliter la compréhension du tableau

M. Serge Cousineau a démissionné le 8 mai 2009.

M. Évangéliste Bourdages s'est joint au comité exécutif le 20 mai 2009 et a été remplacé par Mme Josée Fortin à la présidence du comité d'éthique et de déontologie le 21 mai 2009.

Mmes Claudine Roy et Francine Ferland ont été respectivement nommées le 12 et le 20 mai 2009 et sont devenues membres du comité d'éthique et de déontologie le 21 mai 2009.

Mme Marlène Deveaux a été nommée le 20 mai 2009 et est devenue membre du comité de vérification à cette date.

M. Robert St-Aubin a siégé du 12 mai au 20 octobre 2009.

Mme Carole Voyzelle est décédée le 5 novembre 2009. Elle a été remplacée par M. Pierre Gauvreau à la vice-présidence du conseil d'administration et au comité exécutif le 18 novembre 2009.

Note aux lecteurs

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie et les risques de liquidités ont été vérifiées par le vérificateur de la Société dans le cadre de la vérification des états financiers sur lesquels un rapport des vérificateurs a été émis le 10 février 2010.

Risques de marché

Il s'agit ici d'un risque lié à la participation de la Société aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par la Société. Les différents risques de marché ayant une incidence directe sur la Société énumérés ci-après.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions importantes sur la valeur au marché des titres à revenus fixes détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur totale de 466,4 M\$ (420,6 M\$ au 31 décembre 2008).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 85,6 M\$ (20,8 M\$ au 31 décembre 2008) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de la Société de les conserver jusqu'à échéance.

Les obligations d'une juste valeur de 361,1 M\$ (386,3 M\$ au 31 décembre 2008) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 9,6 M\$ du résultat net, soit l'équivalent d'une baisse de 1,1 % du prix de l'action de la Société au 31 décembre 2009 (9,1 M\$ ou 1,1 % au 31 décembre 2008). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné la hausse du résultat net de 10,0 M\$, soit l'équivalent d'une hausse de 1,1 % du prix de l'action (9,4 M\$ ou 1,2 % au 31 décembre 2008). Compte tenu que la Société apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les actions privilégiées d'une juste valeur de 19,7 M\$ (13,5 M\$ au 31 décembre 2008) peuvent également être touchées par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation parfaite entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des actions privilégiées. Aussi, le risque de taux d'intérêt lié aux actions privilégiées est faible compte tenu des montants en jeu.

À la suite de l'accroissement significatif des écarts de crédit observés sur les marchés entre juin et décembre 2008, une moins-value avait été prise en compte au 31 décembre 2008 pour l'ensemble des investissements à impact économique québécois effectués sous forme de débentures auprès des entreprises privées partenaires de la Société. Cette situation s'étant complètement résorbée au cours de l'exercice, cette moins-value a été renversée. Ces investissements totalisaient 192,7 M\$ au 31 décembre 2009 (145,4 M\$ au 31 décembre 2008). La juste valeur de ces débentures peut donc être influencée par les variations de taux d'intérêt. Toutefois, plusieurs autres facteurs viennent également affecter cette juste valeur, rendant

peu pertinente une analyse de sensibilité sur cette seule variable. Encore une fois, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité puisque la Société prévoit détenir ces débentures jusqu'à leur échéance.

L'encaisse porte intérêt au taux moyen pondéré de 0,21 % (taux moyen pondéré de 1,46 % au 31 décembre 2008). Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs et charges à payer ne portent pas intérêt.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour la Société. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2009, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions dans cinq entreprises cotées pour une valeur de 3,6 M\$ représentant 0,4 % de l'actif net (sept entreprises d'une valeur de 5,2 M\$ au 31 décembre 2008 représentant 0,6 % de l'actif net). Ainsi, une hausse ou une baisse de 10 % des marchés boursiers aurait eu comme incidence une augmentation ou une diminution du résultat net de la Société de 0,3 M\$ respectivement (0,4 M\$ au 31 décembre 2008).

Avec l'approche globale utilisée par la Société pour la gestion de ses actifs, l'incidence de ces risques et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de devises

L'évolution de la devise a une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de la Société. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des investissements évalués tout d'abord en devise étrangère puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces investissements dont la valeur varie en fonction des fluctuations du dollar américain représentent une juste valeur de 53,4 M\$ soit 5,9 % de l'actif net au 31 décembre 2009, comparativement à 50,2 M\$ soit 6,2 % de l'actif net au 31 décembre 2008.

La Société a implanté en 2008 une directive visant la couverture systématique du risque de devises relatif aux investissements évalués en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ a été accordée à la Société pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2009, la Société détient des contrats de change en vertu desquels elle devra livrer 43,8 M\$ US le 31 mars 2010 au taux de 1,0656 \$ CA/\$ US.

L'exposition nette de la Société au dollar américain est ainsi limitée à seulement 7,3 M\$ US (1,0 M\$ US au 31 décembre 2008). Toute variation du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de la Société.

Risque de crédit et de contrepartie

De par sa mission d'investissement à impact économique québécois, la Société est exposée au risque de crédit lié au risque de pertes financières d'une entreprise partenaire. En diversifiant ses investissements par secteur d'activité, par stade

de développement et par type d'instrument financier, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, la Société restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

Dans la quasi-totalité des cas, la Société n'exige pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

Les investissements sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 5 selon des ratios financiers. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote 5 font l'objet d'une révision mensuelle selon des critères qualitatifs prédéfinis afin de les départager entre les cotes 5, 6 et 7.

Les investissements à impact économique québécois sont répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

Cotes		Au 31 décembre 2009 (en milliers \$)	Au 31 décembre 2008 (en milliers \$)
1 à 4	Risque faible à plus élevé que la moyenne	332 224	264 189
5	À risque	58 798	72 631
6 et 7	À haut risque et en insolvabilité	10 299	11 588

Pour le portefeuille des autres investissements, ces risques sont gérés par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant une cote de crédit équivalente à la cote BBB de Standard & Poor's ou DBRS ou mieux. Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de la Société lors de transactions au comptant, de même qu'au moment des opérations d'achat-rachat.

Résultats d'exploitation

Résultat net et rendement du fonds

La Société affiche un bénéfice net de 17,1 M\$ pour son exercice clos le 31 décembre 2009, soit un rendement de 2,0 %, comparativement à une perte nette de 29,3 M\$ (rendement négatif de 3,6 %) pour l'exercice précédent.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs) :

	Au 31 décembre 2009		Au 31 décembre 2008	
	% de la catégorie d'actif	% de l'actif net	% de la catégorie d'actif	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois	28,5	12,6	20,4	8,8
Autres investissements*	64,1	33,1	59,1	31,1

* Les émetteurs gouvernementaux représentent 86,4 % (92,3 % au 31 décembre 2008) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration de crédit.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

Risque de liquidités

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, la Société se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendante des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter, lorsque la capitalisation de la Société aura atteint sa taille maximale, 35 % à 40 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations est égale à l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, la Société peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque.

Les rendements obtenus sur la même période par certains indices de marchés correspondant aux catégories d'instruments financiers détenus par la Société sont présentés à titre indicatif dans le tableau suivant :

Instruments financiers	Au 31 décembre 2009			Au 31 décembre 2008		
	Pondération de l'actif net de la Société (%)	Rendement 1 an de la Société (%)	Rendement 1 an de l'indice (%)	Pondération de l'actif net de la Société (%)	Rendement 1 an de la Société (%)	Rendement 1 an de l'indice (%)
Titres de participation en actions ⁽¹⁾	25,0	0,2	35,1 ⁽⁴⁾	28,2	(11,5)	(33,0) ⁽⁴⁾
Titres à revenu fixe ⁽²⁾	72,6	7,4	5,4 ⁽⁵⁾	68,3	4,2	6,4 ⁽⁵⁾
Pondéré		5,6 ⁽³⁾	16,1		(0,4) ⁽³⁾	(5,1)

(1) Pour les fins de cette section, cette catégorie inclut les actions du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

(2) Pour les fins de cette section, cette catégorie inclut les titres à revenus fixes du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et ceux du portefeuille des autres investissements.

(3) L'écart entre le rendement moyen pondéré des catégories d'actif et le rendement de la Société de 2,0 % (-3,6 % au 31 décembre 2008) s'explique essentiellement par les charges d'exploitation.

(4) S&P/TSX

(5) DEX Univers

Le rendement des titres de participation en actions détenus par la Société présente un écart important avec l'indice de marché correspondant. Compte tenu de sa mission, le portefeuille de participation en actions de la Société est constitué principalement de titres de sociétés privées, les sociétés publiques ne représentant, au 31 décembre 2009, que 0,4 % de ce portefeuille. Cela explique que la Société n'ait pas bénéficié de la hausse importante des marchés boursiers. Pour les titres à revenu fixe, la Société présente un rendement supérieur à celui de l'indice en raison de la pondération importante de titres corporatifs provenant de son portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

La stratégie de répartition d'actif permet à la Société de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré

limitant ainsi sa volatilité, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa mission de contribution au développement économique des régions du Québec et des coopératives. En période de fluctuations importantes des marchés, la Société devrait ainsi connaître des variations plus modestes comme en témoignent ses rendements pondérés par rapport aux indices pondérés pour 2008 et 2009.

La performance de la Société provient essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des contributions respectives de 2,6 % et 2,9 %. Les charges, nettes des frais d'administration, ainsi que les impôts et taxe sur le capital affectent le rendement de la Société avec une contribution négative de 3,4 %.

Rendement par activité	2009				2008			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an
	M\$	%	%	%	M\$	%	%	%
Investissements à impact économique québécois	375	44,5	6,1	2,6	355	47,1	(6,5)	(3,2)
Autres investissements et encaisse	467	55,5	5,2	2,9	399	52,9	4,7	2,3
	842	100,0	5,6	5,5	754	100,0	(1,0)	(0,9)
Charges, nettes des frais d'administration			(2,8)	(2,8)			(2,9)	(3,0)
Impôts et taxe sur le capital			(0,6)	(0,6)			0,4	0,4
Rendement de la Société			2,0	2,0			(3,6)	(3,6)

Rendement par catégorie d'actif	2009				2008			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an
	M\$	%	%	%	M\$	%	%	%
Investissements à impact économique québécois								
Investissements majeurs et rachats d'entreprises	94	11,1	18,7	1,9	87	11,5	(4,8)	(0,6)
Capital de développement	75	8,9	8,8	0,7	60	8,0	13,3	1,0
Coopératives et régions ressources	105	12,5	8,1	1,0	104	13,8	(0,8)	(0,1)
Capital de risque	101	12,0	(8,4)	(1,0)	104	13,8	(23,2)	(3,5)
Autres investissements et encaisse								
Obligations, actions privilégiées, marché monétaire et encaisse	463	55,0	5,3	2,9	387	51,4	6,1	2,8
Fonds de fonds de couverture	4	0,5	0,5	0,0	12	1,5	(25,3)	(0,5)
	842	100,0	5,6	5,5	754	100,0	(1,0)	(0,9)

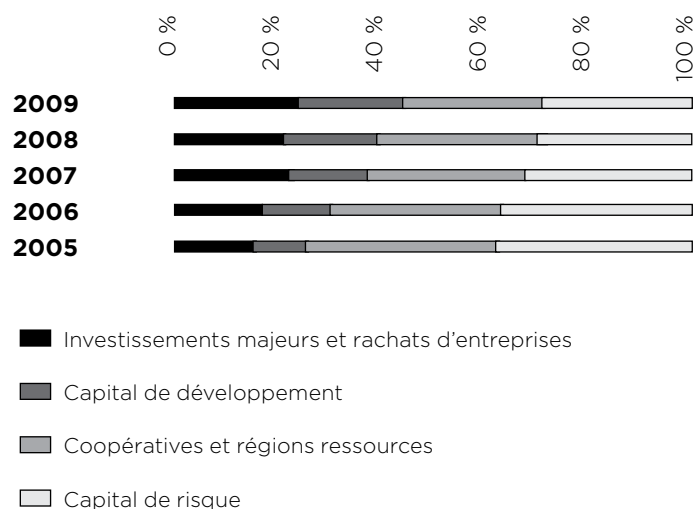
Investissements à impact économique québécois

Des déboursés de 94,0 M\$ réalisés au cours de l'exercice 2009 ainsi que des produits de cession perçus de 38,4 M\$ et des pertes de 1,7 M\$ ont eu pour résultat un portefeuille d'investissements dont la juste valeur totale, incluant les contrats de change, atteignait 402,0 M\$ au 31 décembre 2009 (348,1 M\$ au 31 décembre 2008).

Le gestionnaire de la Société répartit ses activités d'investissements à impact économique québécois en quatre lignes d'affaires. Au besoin, il accentue son développement des affaires dans certains secteurs d'activité économique ou lignes d'affaires afin de procéder à l'équilibre de ce portefeuille. La gamme des instruments financiers utilisés peut également différer afin de générer à la fois un rendement à court terme et un rendement à long terme pour les actionnaires de la Société.

L'appréciation de la diversification du portefeuille doit se faire en ajoutant les fonds engagés mais non déboursés au solde des investissements à la juste valeur. Au cours des cinq derniers exercices, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois se répartissait ainsi par ligne d'affaires :

Investissements et fonds engagés non déboursés à la juste valeur par ligne d'affaires 2005-2009 (en %)



L'activité d'investissement doit également être mesurée en y incluant la variation des fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 63,9 M\$ au 31 décembre 2009, en légère baisse de 0,5 M\$ par rapport au 31 décembre 2008. Au cours de l'exercice 2009, les nouveaux engagements ont été de 94,5 M\$ comparativement à 65,0 M\$ en 2008. Des déboursés de 94,0 M\$ en 2009 complètent cette variation.

Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2009 s'élevaient à 539,7 M\$ dans 228 entreprises, coopératives et fonds, dont 475,8 M\$ ont été déboursés dans 225 entreprises, coopératives et fonds en portefeuille.

Contribution générée par les investissements à impact économique québécois (en milliers \$)

	2009	2008
Produits	24 136	22 441
Gains et pertes	(1 719)	(48 923)
	22 417	(26 482)

Les produits sont composés des intérêts, dividendes et honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois. L'augmentation de la contribution s'explique essentiellement par l'amélioration des gains et pertes à la suite d'une stabilisation de l'économie et la résorption des écarts de crédit.

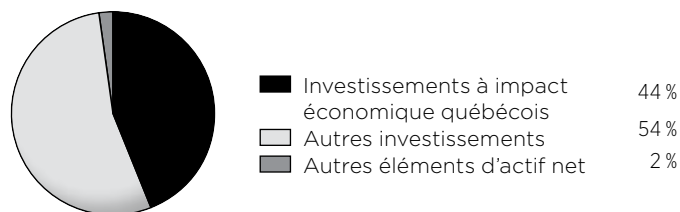
La Société comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées à chaque année soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre. Ces dernières ont entraîné un ajustement de l'évaluation de 104 investissements pour une baisse de valeur non réalisée de 9,1 M\$. À la fin de l'exercice 2008, la Société avait enregistré une moins-value sur son portefeuille de débetures, conséquence de la dégradation des conditions de crédit et de l'augmentation des coûts de financement constatées sur les marchés au deuxième semestre de 2008. À la suite du rétablissement des conditions de crédit au cours de 2009 la moins-value de 13,7 M\$ enregistrée en 2008 a été renversée en totalité. En considérant également l'incidence du gain à la cession d'investissements à impact économique québécois et sur contrats de change de 7,4 M\$, la Société a enregistré aux résultats de l'exercice une perte réalisée et non réalisée de 1,7 M\$.

La situation économique plus difficile au premier semestre 2009 a eu un impact limité sur le niveau de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois qui s'est maintenu à un niveau satisfaisant au cours du dernier exercice, notamment en raison des efforts de valorisation soutenus du gestionnaire auprès des entreprises partenaires. L'impact négatif de l'évaluation à la juste valeur du portefeuille d'investissements à impact économique québécois sur les résultats de la Société se résorbe graduellement, signe que le portefeuille d'investissements devient plus mature et que la répartition d'actif en est plus équilibrée. Même en excluant le renversement de la moins-value due aux conditions de crédit, le portefeuille a généré en 2009 une contribution positive aux résultats et la Société anticipe que cette contribution sera en croissance au cours des prochains exercices.

Autres investissements

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

Répartition de l'actif net au 31 décembre 2009



Au 31 décembre 2009, le portefeuille des autres investissements de la Société, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 490,6 M\$, comparativement à 444,1 M\$ au 31 décembre 2008. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Au 31 décembre 2009, près de 74 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale. La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 54 % au terme de l'exercice 2009, comparativement à 55 % au 31 décembre 2008.

L'excédent de la souscription nette sur les investissements à impact économique québécois nets réalisés a contribué à cette hausse. La Société anticipe que ce ratio devrait diminuer au cours des prochains exercices afin de se stabiliser graduellement entre 35 % et 40 % lorsque la capitalisation aura atteint sa taille maximale et que le rythme des rachats se sera régularisé, permettant ainsi d'accroître la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

Afin de bonifier la performance totale des portefeuilles, le gestionnaire dispose également d'une latitude pour prendre des positions de marché en faisant usage d'opérations d'achat-rachat. Effectuées dans un portefeuille de superposition, les limites de risques potentiels de ces transactions sont définies et encadrées par le comité de gestion des actifs financiers de la Société et suivies quotidiennement par le gestionnaire. Au 31 décembre 2009, la Société n'avait aucune position de marché.

La liquidation ordonnée du fonds de fonds de couverture débutée en 2008 à la suite de l'effondrement rapide des cours boursiers s'est poursuivie en 2009. Ainsi, la Société s'est vue distribuer au cours de l'exercice un montant total de 7,0 M\$ et la juste valeur des parts encore détenues au 31 décembre 2009 s'élève à 0,7 M\$. Compte tenu de la crise traversée en 2008 pour cette catégorie d'actif et du risque inhérent plus élevé qu'il a été anticipé, elle a été retirée de la stratégie de répartition d'actif de la Société.

Contribution générée par les autres investissements (en milliers \$)

	2009	2008
Produits	15 109	16 797
Gains et pertes	9 441	1 895
	24 550	18 692

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition. Les gains (pertes) réalisés sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût non amorti, sans égard aux gains (pertes) non réalisés au cours d'exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de la période en cours.

Les autres investissements contribuent encore de façon importante aux résultats de la Société, et ce, malgré la faiblesse des taux d'intérêt. Leur contribution s'élève à 24,6 M\$ pour l'exercice 2009 comparativement à 18,7 M\$ en 2008. La diminution des produits comparativement à la même période de 2008 est essentiellement due à la baisse du taux d'intérêt moyen effectif du portefeuille obligataire. Enfin, en 2009, la Société a enregistré un gain sur son portefeuille des autres investissements de 9,4 M\$ provenant essentiellement du rétrécissement important des écarts de crédit qui a occasionné des plus-values de 10,3 M\$ pour les obligations et les actions privilégiées de sociétés et d'institutions financières. Également, le portefeuille de superposition a contribué, en 2009, à bonifier la performance de la catégorie d'actif des obligations, lui permettant ainsi de battre son indice de référence.

Souscription

La Société offre de souscrire à ses actions uniquement dans les caisses Desjardins participantes. Au 31 décembre 2009, ce réseau de distribution était constitué d'environ 430 caisses Desjardins et de plus de 880 centres de service, pour un total avoisinant 1 310 points d'accès.

La Société peut recueillir un montant maximal de 150 M\$ par période de capitalisation, et ce, tant que la Société n'aura pas atteint, pour une première fois, à la fin d'une période de capitalisation, au moins 1 G\$ au titre du capital-actions. À compter de la période de capitalisation qui suivra cet événement, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital-actions attribuable aux rachats ou achats de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente. Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Lors de l'émission 2008, terminée le 28 février 2009, la souscription maximale permise de 150 M\$ n'a pas été atteinte, principalement en raison du contexte économique plus difficile. Quant à l'émission 2009, la date limite d'acquisition des actions de la Société est le 28 février 2010, ou avant, si la capitalisation autorisée de 150 M\$ est entièrement écoulee.

La souscription d'actions de la Société donne droit à l'actionnaire de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à 50 % de l'ensemble des montants souscrits, jusqu'à concurrence d'un crédit d'impôt de 2 500 \$ par période de capitalisation. La période de détention minimale des actions de la Société est de sept ans, jour pour jour de la date d'achat, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Les souscriptions recueillies se sont élevés à 129,4 M\$ au cours de l'exercice 2009 comparativement à 126,4 M\$ pour l'exercice 2008. Les rachats et achats de gré à gré par la Société, en 2009, se sont chiffrés à 53,3 M\$, par rapport à 17,0 M\$ pour l'exercice précédent.

Notons que c'est en novembre 2008 que les premiers actionnaires ont atteint la fin de la période de détention minimale de sept ans. Au 31 décembre 2009, alors que des actions d'une valeur d'un peu moins de 200 M\$ étaient admissibles au rachat après la détention minimale, des actionnaires se sont prévalus de leur droit pour le tiers de ce montant, soit près 66 M\$. Au cours de 2010, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 155 M\$ deviendront éligibles au rachat, pour un potentiel de rachats avoisinant 288 M\$.

Répartition des capitaux propres par émission au 31 décembre 2009

Émission	Prix d'émission (\$)	Solde * (M\$)	Rachat possible à compter de
2001	10,00	42,8	2008
2002	10,00	161,0	2009
2003	10,12 et 10,24	84,9	2010
2004	10,25	95,4	2011
2005	10,25	94,6	2012
2006	10,37 et 10,21	77,3	2013
2007	10,21 et 9,92	94,8	2014
2008	9,89 et 9,83	138,8	2015
2009	9,54 et 9,62	116,3	2016
Capitaux propres		905,9	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2009

Au 31 décembre 2009, le capital-actions de la Société a donc été porté à 933,5 M\$ pour 93 142 217 actions en circulation. Le nombre d'actionnaires s'est légèrement replié pour atteindre 118 119, comparativement à 122 128 au 31 décembre 2008.

La Société a comme politique de réinvestir les revenus annuels générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

Charges d'exploitation Charges (en milliers \$)

	2009	2008
Frais de gestion	21 231	22 545
Autres frais d'exploitation	2 081	985
Services aux actionnaires	1 835	1 847
Taxe sur le capital	209	344
	25 356	25 721

Frais de gestion

Les frais de gestion de l'exercice 2009 représentent 21,2 M\$, soit 83,7 % du total des charges, comparativement à 22,5 M\$, soit 87,7 % du total des charges en 2008. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2009, les frais de gestion annuels versés à Desjardins Capital de risque inc. équivalent à 2,5 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de toutes sommes à payer pour l'acquisition d'autres investissements, alors que ce taux était de 3 % auparavant. La convention de gestion prévoyait cette réduction de pourcentage à compter de l'exercice suivant celui où la valeur nette des actifs de la Société atteignait 750 M\$, seuil dépassé au cours de l'exercice 2008. Finalement, comme par le passé, un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation sur sa participation dans certains fonds d'investissement.

Autres frais d'exploitation

L'augmentation des autres frais d'exploitation est attribuable en partie à l'amortissement du développement informatique pour le traitement des rachats qui a commencé lors de sa mise en service en novembre 2008. Également, conformément à la convention de gestion, la Société a commencé au cours de l'exercice 2009, à assumer certains frais relatifs aux systèmes d'information visant à permettre à son gestionnaire de soutenir la croissance de la Société tout en maintenant des services de qualité.

Services aux actionnaires

La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Ainsi, pour l'exercice 2009, le coût des services rendus par cette dernière représente 1,5 M\$, en baisse de 6,9 % comparativement à 2008. Fiducie Desjardins a octroyé à la Société en 2009 un gel des frais unitaires pour trois ans de même qu'une réduction de 250 k\$ sur les frais de gestion applicables aux comptes des actionnaires de la Société. Finalement, l'envoi des rapports financiers annuels et intermédiaires aux seuls actionnaires qui en font la demande plutôt que sur une base systématique permet de réaliser des économies appréciables.

La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Outre le remboursement de certains frais directs, aucune commission ou autre forme de rémunération n'est payable à qui que ce soit par la Société pour la distribution de ses actions.

Taxe sur le capital et impôts sur les bénéfices

La Société investit dans des titres admissibles à la déduction pour placements dans le calcul de la taxe sur le capital au Québec afin de minimiser les charges fiscales, et ce, tout en assurant à la fois une diversité et une sécurité des autres investissements. Le montant de cette charge est peu significatif.

Les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 5,1 M\$ en 2009 comparativement à une réduction fiscale de 3,9 M\$ en 2008. Outre les impôts exigibles, les impôts futurs constituent une composante significative de la charge d'impôts. La nature des produits a également une influence importante puisque le gain en capital n'est pas imposé au même taux que les revenus d'entreprise.

Situation de trésorerie et sources de financement

Pour l'exercice 2009, les flux de trésorerie liés aux souscriptions nettes des rachats s'élevaient à 76,2 M\$ (109,4 M\$ pour 2008) alors que les activités d'exploitation ont généré des liquidités de 17,3 M\$ (15,5 M\$ en 2008). Les activités d'investissements de la Société se sont soldées par une utilisation de fonds de 106,7 M\$ pour 2009 comparativement à 126,4 M\$ en 2008. Malgré un début d'exercice difficile, la conjoncture économique plus favorable du deuxième semestre a permis des déboursés liés aux investissements à impact économique québécois de 94,0 M\$ pour 2009 comparativement à 68,5 M\$ en 2008. Conformément à la stratégie de gestion des actifs de la Société, une portion des liquidités excédentaires générées par les activités d'exploitation et de financement a été attribuée au portefeuille des autres investissements qui affiche une utilisation nette de fonds de 45,3 M\$ en 2009, comparativement à 97,7 M\$ en 2008.

Au 31 décembre 2009, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 23,4 M\$ (36,7 M\$ au 31 décembre 2008). Le portefeuille des autres investissements de la Société comporte également à cette date 85,6 M\$ d'autres titres dont l'échéance est de moins d'un an (107,2 M\$ au 31 décembre 2008). Ce niveau de liquidités est maintenu afin de faire face aux demandes de rachats qui pourraient survenir à un rythme différent de l'émission de nouvelles actions ainsi qu'en raison de l'importance des déboursés anticipés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des actifs totaux de la Société est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, la Société n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

Événements récents

Réorganisation du gestionnaire

Le Mouvement Desjardins a entrepris en 2009 une réorganisation de plusieurs de ses activités dont celles du gestionnaire de la Société. La Société n'anticipe pas que cette réorganisation aura des effets significatifs sur les activités.

Conventions comptables

Modification de conventions comptables

Au début de son exercice 2009, la Société a adopté certaines nouvelles normes comptables. La note 3 afférente aux états financiers détaille ces changements. Aucune de ces nouvelles normes n'a eu d'incidence sur les résultats financiers de la Société.

Normes internationales IFRS

À partir du 1^{er} janvier 2011, la Société publiera ses états financiers en accord avec les Normes internationales d'information financière (les «IFRS»). Le Conseil des normes comptables du Canada a en effet confirmé en 2008 que les IFRS remplaceront les principes comptables généralement reconnus au Canada actuellement en vigueur pour certaines sociétés, dont les sociétés publiques. Un exposé sondage a été publié par l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA») à cet égard.

La Société poursuit l'étude des incidences de ces nouvelles normes sur la compilation et la présentation de ses états financiers. L'adoption des IFRS, si elles sont appliquées dans leur forme actuelle, aurait des incidences importantes pour la Société qui devrait commencer à consolider les activités de certaines entreprises en portefeuille. Ces changements, en modifiant le mode de comptabilisation et d'évaluation de certains investissements, auraient une incidence sur le prix de l'action de la Société. Sensible à cette problématique, l'Assemblée nationale sanctionnait, au début juin 2009, un projet de loi visant à modifier la loi constitutive de la Société. Selon cet amendement, la Société pourra calculer le prix de son action selon la base des IFRS ajustées, s'il y a lieu, pour refléter la juste valeur des investissements et annuler les effets de la consolidation.

Des discussions avec les autorités réglementaires sont en cours afin de permettre à la Société d'émettre des états financiers selon les IFRS ajustées sur la même base qu'il est décrit précédemment.

Dans tout ce processus, la Société bénéficiera du support et de l'expertise d'une équipe spécialisée du Mouvement Desjardins mise en place pour le passage aux IFRS ainsi que du soutien de firmes externes sur certains aspects spécifiques.

Opérations entre apparentés

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut certaines opérations avec des sociétés qui lui sont apparentées. Ces opérations sont décrites à la note 14 des notes afférentes aux états financiers de la Société.

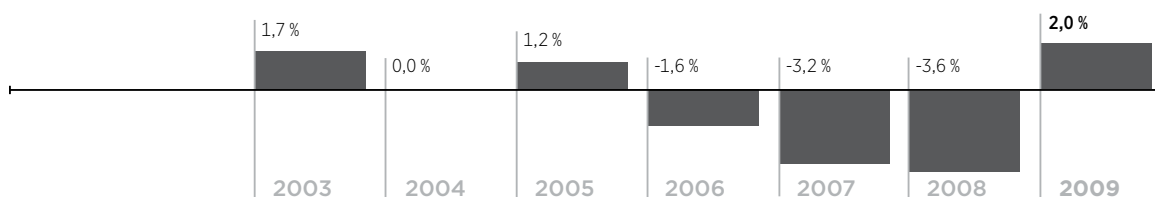
Rendement passé

Cette section présente les rendements historiques obtenus par la Société. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ engagés par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

Rendement annuel

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de la Société et fait ressortir la variation de son rendement d'un exercice à l'autre, pour les sept derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de l'exercice par le prix de l'action au début de l'exercice.

Rendement annuel



Rendement composé de l'action au 31 décembre 2009

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

7 ans	5 ans	3 ans	1 an
-0,6 %	-1,0 %	-1,6 %	2,0 %

Aperçu du portefeuille

Au 31 décembre 2009, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de la Société se répartissaient comme suit :

Principales catégories d'actif

Catégories d'actif	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois *	
Investissements majeurs et rachats d'entreprises	11,8
Capital de développement	9,1
Coopératives et régions ressources	12,0
Capital de risque	11,5
Total - Investissements à impact économique québécois	44,4
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	12,0
Obligations	39,9
Actions privilégiées	2,2
Fonds de fonds de couverture	0,1
Total - Autres investissements	54,2

* Incluant les contrats de change

Au 31 décembre 2009, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par la Société étaient les suivants :

Principaux investissements détenus

Émetteurs	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois - 13 émetteurs *	21,2
Société canadienne d'hypothèque et de logement	15,2
Province de Québec	6,8
Caisse centrale Desjardins	4,5
Financement-Québec	3,7
Hydro-Québec	2,8
Province de l'Ontario	2,7
Banque Royale	1,6
Banque Toronto Dominion	1,3
Banque de Nouvelle-Écosse	1,2
Exportation et développement Canada	1,1
Banque de Montréal	0,8
GE Capital	0,8

* Les 13 émetteurs représentant collectivement 21,2 % de l'actif net de la Société sont :

- > Aegera Therapeutics Inc.
- > Alyotech Canada inc.
- > Avjet Holding Inc.
- > Boutique Le Pentagone inc.
- > Camoplast inc.
- > Coradant (Canada) inc.
- > Corporation de Développement Knowlton inc.
- > Creaform Inc.
- > Desjardins — Innovatech S.E.C.
- > Enobia Pharma inc.
- > Fempro I inc.
- > Groupe Canmec
- > La Coop fédérée

Cet aperçu du portefeuille de la Société peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par la Société.

Le 10 février 2010

Le 10 février 2010

Rapport de la direction

Les états financiers de la Société ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de la Société ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité de vérification. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, les vérificateurs externes désignés par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de la vérification et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. De plus, ce comité rencontre les vérificateurs internes de la Société. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 10 février 2010. Établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, ils ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de la Société.

(signé) Catherine Lenfant, CA, FEE

Chef de la direction financière

**Capital régional et coopératif
Desjardins**

États financiers
31 décembre 2009

Le 10 février 2010

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons vérifié les bilans de **Capital régional et coopératif Desjardins** (la « Société ») aux 31 décembre 2009 et 2008 et les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2009 et 2008 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 19653

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et l'actif net par action ordinaire)

	2009 \$	2008 \$
Actif		
Investissements à impact économique québécois (note 4)	401 321	348 408
Autres investissements (note 5)	467 765	427 897
Encaisse	23 448	15 848
Débiteurs (note 6)	6 866	7 898
Logiciels (moins l'amortissement cumulé de 3 675 \$; 3 299 \$ au 31 décembre 2008)	687	1 002
Impôts futurs (note 12)	12 342	13 437
	<hr/> 912 429	<hr/> 814 490
Passif		
Créditeurs (note 7)	872	978
Impôts sur les bénéfices à payer	5 636	906
	<hr/> 6 508	<hr/> 1 884
Actif net	<hr/> 905 921	<hr/> 812 606
Nombre d'actions ordinaires en circulation	93 142 217	85 159 435
Actif net par action ordinaire	9,73	9,54

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le Conseil,

(signé) André Lachapelle, administrateur

(signé) Pierre Gauvreau, administrateur

Capital régional et coopératif Desjardins

Évolution des capitaux propres

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

(en milliers de dollars)

2009

	Capital- actions (note 8) \$	Surplus d'apport (note 8) \$	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net \$
			Réalisés \$	Non réalisés \$	Total \$	
Solde au 31 décembre 2008	859 467	306	5 915	(53 082)	(47 167)	812 606
Résultats de l'exercice						
Bénéfice net réalisé et non réalisé, déduction faite des impôts de 5 906 \$ et (785 \$) respectivement	-	-	20 294	(3 149)	17 145	17 145
Opérations sur le capital-actions						
Émission d'actions ordinaires	129 443	-	-	-	-	129 443
Rachat d'actions ordinaires	(55 377)	2 104	-	-	-	(53 273)
	74 066	2 104	20 294	(3 149)	17 145	93 315
Solde au 31 décembre 2009	933 533	2 410	26 209	(56 231)	(30 022)	905 921

2008

	Capital- actions (note 8) \$	Surplus d'apport (note 8) \$	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net \$
			Réalisés \$	Non réalisés \$	Total \$	
Solde au 31 décembre 2007	750 345	4	11 295	(29 115)	(17 820)	732 529
Résultats de l'exercice						
Perte nette réalisée et non réalisée déduction faite des impôts de 2 091 \$ et (5 973 \$) respectivement	-	-	(5 380)	(23 967)	(29 347)	(29 347)
Opérations sur le capital-actions						
Émission d'actions ordinaires	126 440	-	-	-	-	126 440
Rachat d'actions ordinaires	(17 318)	302	-	-	-	(17 016)
	109 122	302	(5 380)	(23 967)	(29 347)	80 077
Solde au 31 décembre 2008	859 467	306	5 915	(53 082)	(47 167)	812 606

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Résultats

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le bénéfice (perte) net par action ordinaire)

	2009	2008
	\$	\$
Produits		
Intérêts	34 451	33 619
Dividendes	2 675	3 753
Honoraires de négociation	2 119	1 866
Frais d'administration	655	282
	<hr/>	<hr/>
	39 900	39 520
	<hr/>	<hr/>
Charges		
Frais de gestion	21 231	22 545
Autres frais d'exploitation (note 11)	2 081	985
Services aux actionnaires (note 11)	1 835	1 847
Taxe sur le capital	209	344
	<hr/>	<hr/>
	25 356	25 721
	<hr/>	<hr/>
Revenu net d'investissement	14 544	13 799
	<hr/>	<hr/>
Gains et pertes sur investissements		
Réalisés	11 656	(17 088)
Non réalisés	(3 934)	(29 940)
	<hr/>	<hr/>
	7 722	(47 028)
	<hr/>	<hr/>
Impôts sur les bénéfices (recouvrés) (note 12)	5 121	(3 882)
	<hr/>	<hr/>
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	17 145	(29 347)
	<hr/>	<hr/>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	90 224 815	83 406 967
	<hr/>	<hr/>
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire	0,19	(0,35)

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008

(en milliers de dollars)	2009	2008
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Bénéfice (perte) net de l'exercice	17 145	(29 347)
Ajustements pour		
Pertes (gains) réalisées sur investissements	(11 656)	17 088
Pertes non réalisées sur investissements	3 934	29 940
Amortissement des logiciels	376	59
Amortissement des primes et escomptes sur les autres investissements	1 785	554
Impôts futurs	1 095	(5 265)
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	-	(1 564)
	12 679	11 465
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 13)	4 627	4 029
	17 306	15 494
Activités d'investissement		
Investissements à impact économique québécois	(94 022)	(68 495)
Acquisition d'autres investissements	(385 285)	(368 379)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	32 658	40 837
Produits de la cession d'autres investissements	340 027	270 728
Logiciels	(61)	(1 061)
	(106 683)	(126 370)
Activités de financement		
Produit de l'émission d'actions ordinaires	129 443	126 440
Rachat d'actions ordinaires	(53 273)	(17 016)
	76 170	109 424
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	(13 207)	(1 452)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	36 655	38 107
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice (note 10)	23 448	36 655
Renseignement supplémentaire		
Impôts sur les bénéfices recouverts	839	552

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive et mission, administration et investissements

Loi constitutive et mission

Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») est constituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputée avoir été constituée par dépôt de statuts le 1er juillet 2001. La Société a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social ayant pour mission de :

- mobiliser du capital de risque en faveur des régions ressources du Québec (l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Mauricie, le Nord-du-Québec et le Saguenay-Lac-Saint-Jean) et du milieu coopératif;
- favoriser le développement économique des régions ressources par des investissements dans des entités admissibles exerçant leurs activités dans ces régions;
- appuyer le mouvement coopératif dans l'ensemble du Québec par des investissements dans des coopératives admissibles;
- accompagner les entités admissibles dans leur démarrage et leur développement;
- stimuler l'économie québécoise par des investissements sur l'ensemble du territoire québécois.

Administration

Les activités de la Société sont administrées par un conseil d'administration normalement composé de 13 membres comme suit :

- huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- le directeur général de la Société.

Investissements

La Société peut faire des investissements minoritaires avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net est inférieur ou égal à 50 M\$.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La Société peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à huit ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à la Société d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, la Société ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. La Société peut être tenue de verser des pénalités si ces règles ne sont pas respectées. Aux 31 décembre 2008 et 2009, aucune somme n'est exigible en vertu de ces règles.

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par la Société à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par la Société à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais la Société ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

2 Principales conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés pour l'exercice présenté. Les principales estimations sont relatives à l'établissement de la juste valeur des investissements à impact économique québécois. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et si des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont déterminés.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Résultat étendu

L'état du résultat étendu n'est pas présenté compte tenu qu'il n'y a aucune différence entre le résultat net de la Société et son résultat étendu.

Investissements à impact économique québécois

Actions cotées

Les participations en actions cotées sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur est établie selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan s'il existe un marché actif. La valeur des actions dont la négociabilité ou la transférabilité est restreinte est ajustée d'un escompte. Dans la détermination du montant de cet escompte, la Société tient compte de la nature et de la durée de la restriction, de l'instabilité relative des cours du titre, ainsi que de l'importance de la participation détenue par rapport au flottant du titre. En l'absence de marché actif, une évaluation utilisant les techniques d'évaluation des actions non cotées pourrait être effectuée.

Actions non cotées, débetures et avances

Les participations en actions non cotées et les débetures et avances sont inscrites à leur juste valeur déterminée selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la capitalisation du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements représentatif et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses tenues en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Cautions

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par la Société relativement à une caution qu'elle a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation est utilisée afin d'estimer le montant de passif à constater.

Autres investissements

Les autres investissements consistent en des placements temporaires, en des obligations, en des actions privilégiées, en des contrats de change et en des parts de fonds de couverture. Les parts de fonds de couverture sont inscrites à leur juste valeur, telle qu'elle est estimée par leurs administrateurs respectifs à la date du bilan. Les contrats de change sont évalués selon l'écart entre le taux du contrat et le taux d'un contrat identique (mêmes échéance et notionnel) qui aurait été conclu à la date du bilan. La juste valeur des autres investissements est calculée selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour la Société de livrer des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur juste valeur établie selon le cours vendeur à la fermeture des marchés à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ». Aux 31 décembre 2009 et 2008, la Société n'est pas partie à des transactions de vente à découvert.

Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Société conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites au bilan au prix de vente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de vente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat prédéterminé sont comptabilisés au poste « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Aux 31 décembre 2009 et 2008, la Société ne détient aucun titre acquis en vertu de conventions de revente ni de titre vendu en vertu de conventions de rachat.

Encaisse, trésorerie et équivalents de trésorerie, débiteurs et créditeurs

L'encaisse se compose des soldes bancaires. La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements à court terme dont l'échéance originale est égale ou inférieure à trois mois.

La juste valeur des débiteurs, de l'encaisse et des créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances en cause.

Logiciels

Les logiciels sont inscrits au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en utilisant le taux de change en vigueur à la date du bilan. À l'état des résultats les plus ou moins values réalisées ou non sur les investissements sont imputées aux rubriques « Gains et pertes sur investissements ».

Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devise, les variations liées au taux de change sont imputées à la rubrique « Autres frais d'exploitation ».

Les produits et les charges sont convertis en utilisant le taux de change à la date de la transaction.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

Constatation des produits

Intérêts et dividendes

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Honoraires de négociation

Les honoraires de négociation sont comptabilisés lorsque le service est rendu et que leur encaissement est raisonnablement assuré.

Gains et pertes réalisés sur investissements

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût, sans égard aux gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Primes et escomptes

Les primes et les escomptes sur les autres investissements à échéance déterminée sont amortis selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance. L'amortissement des primes et des escomptes est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

3 Modifications de conventions comptables

Au cours de l'exercice 2009, la Société a adopté les conventions comptables suivantes:

Risque de crédit et juste valeur des actifs et passifs financiers

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») créé par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») a émis l'abrégé CPN-173 intitulé « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers », selon lequel la juste valeur des instruments financiers (y compris les instruments financiers dérivés) doit tenir compte du risque de crédit de la contrepartie en ce qui concerne les actifs et du risque de crédit de la Société en ce qui concerne les passifs. Cet abrégé n'a aucune incidence sur les états financiers de la Société étant donné que ces éléments étaient déjà considérés dans l'établissement de la juste valeur des instruments financiers.

Informations à fournir sur les instruments financiers

L'ICCA a publié des modifications au chapitre 3862 du Manuel de l'ICCA, « Instruments financiers – informations à fournir », qui entrent en vigueur pour les exercices terminés après le 30 septembre 2009. Ces modifications exigent de présenter dans les notes complémentaires, la ventilation des justes valeurs d'instruments financiers selon les trois niveaux suivants : (1) justes valeurs basées sur les cours de marché de cet instrument; (2) justes valeurs basées sur les cours de marché d'un instrument semblable ou justes valeurs basées sur des techniques d'évaluation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables et (3) justes valeurs basées sur des techniques d'évaluation dont les données importantes ne sont pas toutes fondées sur des informations de marché observables. Un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture est exigé pour le troisième niveau.

Cette convention comptable a été appliquée par la Société à ses états financiers annuels du 31 décembre 2009, et n'a aucun impact sur les résultats de la Société, mais seulement sur la présentation de l'information.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

4 Investissements à impact économique québécois

Le relevé des investissements à impact économique québécois est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

	2009		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	139 663	(24 792)	114 871
Actions privilégiées	123 941	(30 164)	93 777
Débentures et avances	210 727	(19 212)	191 515
Garantis			
Débentures et avances	1 454	(296)	1 158
	475 785	(74 464)	401 321

	2008		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	138 058	(20 699)	117 359
Actions privilégiées	110 040	(24 370)	85 670
Débentures et avances	163 153	(19 256)	143 897
Garantis			
Débentures et avances	1 577	(95)	1 482
	412 828	(64 420)	348 408

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur de 53,4 M\$ (50,2 M\$ au 31 décembre 2008).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les débentures et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 10,8 % (10,6 % au 31 décembre 2008) et ont une durée moyenne résiduelle de 4,7 années (4,7 années au 31 décembre 2008). Pour la quasi-totalité des débentures et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

a) La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

							2009
Secteur d'activité	Investissements, au coût	Gain (perte) non réalisé	Juste valeur	Fonds engagés mais non déboursés¹	Cautions¹	Engagement total	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Investissements majeurs							
et rachats d'entreprises	116 353	(10 104)	106 249	5 155	-	111 404	
Capital de développement	85 011	(2 246)	82 765	8 348	-	91 113	
Coopératives et régions ressources	120 023	(11 602)	108 421	18 709	-	127 130	
Capital de risque – Technologies de l'information et communications	90 031	(14 138)	75 893	28 668	-	104 561	
Capital de risque – Santé	64 367	(36 374)	27 993	3 027	-	31 020	
Total	475 785	(74 464)	401 321	63 907	-	465 228	
							2008
Secteur d'activité	Investissements, au coût	Gain (perte) non réalisé	Juste valeur	Fonds engagés mais non déboursés¹	Cautions¹	Engagement total	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Investissements majeurs							
et rachats d'entreprises	92 869	(11 556)	81 313	4 737	-	86 050	
Capital de développement	67 273	321	67 594	8 050	-	75 644	
Coopératives et régions ressources	116 738	(15 395)	101 343	26 538	-	127 881	
Capital de risque – Technologies de l'information et communications	75 682	(5 062)	70 620	19 627	-	90 247	
Capital de risque – Santé	60 266	(32 728)	27 538	5 494	-	33 032	
Total	412 828	(64 420)	348 408	64 446	-	412 854	

¹ Les fonds engagés mais non déboursés et les cautions n'apparaissent pas à l'actif.

b) Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date du bilan. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices se terminant les 31 décembre est le suivant :

2010	2011	2012	2013	Total
43 948	11 459	4 000	4 500	63 907

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5 Autres investissements

Le relevé des autres investissements non vérifié est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

	2009		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Obligations			
Fédérales	148 398	2 841	151 239
Provinciales ou garanties	112 883	2 694	115 577
Institutions financières	69 388	2 058	71 446
Sociétés	19 912	812	20 724
Organismes supranationaux	2 008	107	2 115
	352 589	8 512	361 101
Instrument de marché monétaire ¹	85 631	-	85 631
Contrats de change ²	-	640	640
Actions privilégiées	21 366	(1 711)	19 655
Parts de fonds de fonds de couverture ³	4 511	(3 773)	738
Total	464 097	3 668	467 765

Répartition des obligations par échéance

	2009			
Échéance	Moins	De 1 an	Plus de	Total
	de 1 an	à 5 ans	5 ans	\$
	\$	\$	\$	
Coût non amorti	101	248 011	104 477	352 589
Valeur nominale	100	241 031	102 535	343 666
Juste valeur	102	254 712	106 287	361 101
Taux moyen nominal ⁴	7,20 %	4,56 %	4,15 %	4,44 %
Taux moyen effectif	3,89 %	3,54 %	3,85 %	3,63 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	2008		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé	\$
		\$	
Obligations			
Fédérales	89 230	5 820	95 050
Provinciales ou garanties	179 436	2 935	182 371
Institutions financières	69 002	(1 059)	67 943
Sociétés	39 659	(847)	38 812
Organismes supranationaux	2 010	112	2 122
	379 337	6 961	386 298
Instruments de marché monétaire ¹	20 807	-	20 807
Contrats de change ²	-	(330)	(330)
Actions privilégiées	18 713	(5 233)	13 480
Parts de fonds de fonds de couverture ³	11 462	(3 820)	7 642
Total	430 319	(2 422)	427 897

Répartition des obligations par échéance

	2008			
Échéance	Moins	De 1 an	Plus de	Total
	de 1 an	à 5 ans	5 ans	\$
	\$	\$	\$	
Coût non amorti	107 019	198 616	73 702	379 337
Valeur nominale	106 000	196 572	74 394	376 966
Juste valeur	107 169	204 103	75 026	386 298
Taux moyen nominal ⁴	3,32 %	4,64 %	4,63 %	4,26 %
Taux moyen effectif	2,26 %	4,21 %	4,77 %	3,77 %

¹ Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du trésor ou d'acceptations bancaires d'une échéance originale inférieure à un an. Au 31 décembre 2009, la totalité des instruments de marché monétaire ont une échéance originale entre 6 et 11 mois, alors qu'au 31 décembre 2008, l'échéance était de moins de 3 mois.

² Les contrats de change pour vendre un notional de 43,8 M USD ont une échéance de trois mois.

³ Le fonds de fonds de couverture est en phase de liquidation ordonnée.

⁴ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Tous les titres du portefeuille des autres investissements sont libellés en dollars canadiens à l'exception des contrats de change.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6 Débiteurs

	2009	2008
	\$	\$
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	5 502	4 731
Taxes de vente à recevoir	391	922
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements	541	1 570
Autres débiteurs	432	675
	<hr/>	<hr/>
	6 866	7 898
	<hr/>	<hr/>

7 Crédoiteurs

Les crédoiteurs sont composés des comptes fournisseurs et de charges à payer.

8 Capitaux propres

Capital-actions autorisé

La Société est autorisée à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participatives, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle la Société aura atteint pour la première fois une capitalisation d'au moins 1 milliard de dollars, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'action qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1er mars de chaque année. La limite pour la période de capitalisation se terminant le 28 février 2010 est de 150 M\$. Au 31 décembre 2009, cette limite est respectée.

Capital-actions émis et payé

	2009	2008
	\$	\$
93 142 217 actions ordinaires (85 159 435 au 31 décembre 2008)	933 533	859 467

Au cours de l'exercice, la Société a émis 13 519 588 actions ordinaires (12 792 143 pour l'exercice 2008) en contrepartie de 129,4 M\$ en espèces (126,4 M\$ pour l'exercice 2008).

Au cours de l'exercice, la Société a racheté 5 536 806 actions ordinaires (1 730 148 pour l'exercice 2008) en contrepartie de 53,3 M\$ en espèces (17,0 M\$ pour l'exercice 2008).

Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Le surplus d'apport provient de l'excédent de la valeur d'émission des actions sur le prix payé lors de leur rachat.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par la Société que dans les cas suivants :

- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société depuis au moins sept ans;
- à la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours de la date de souscription;
- à la demande d'une personne qui l'a acquise de la Société si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, la Société pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de la Société sur la base de la valeur de la Société déterminée selon les états financiers vérifiés.

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à :

Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 1 250 \$.

Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %, maximum de 875 \$.

Pour les achats après le 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 2 500 \$.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

9 Information concernant le capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachats de ses actions par les actionnaires. Le capital de la Société est composé des capitaux propres.

La Société n'est pas assujettie à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 8.

La Société a comme politique de réinvestir les revenus annuels générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2009	2008
	\$	\$
Encaisse	23 448	15 848
Instruments de marché monétaire de moins de trois mois	-	20 807
	<hr/>	<hr/>
	23 448	36 655
	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

11 Charges

	2009	2008
	\$	\$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires de vérification	229	145
Rémunération des administrateurs	263	282
Honoraires professionnels	570	479
Charges (produits) financiers	45	(175)
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	47	-
Autres charges	551	195
Amortissement des logiciels	376	59
	<hr/>	<hr/>
	2 081	985
	<hr/>	<hr/>
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	1 521	1 634
Communication de l'information aux actionnaires	139	138
Autres charges	175	75
	<hr/>	<hr/>
	1 835	1 847
	<hr/>	<hr/>

12 Impôts sur les bénéfices

La Société est assujettie à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial du Québec sur ses bénéfices.

a) Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :

	2009	2008
	\$	\$
Impôts exigibles	4 026	1 383
Impôts futurs	1 095	(5 265)
	<hr/>	<hr/>
	5 121	(3 882)
	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

b) Le taux réel d'imposition sur les bénéfices diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2009	2008
	\$	\$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,90 % (39,40 % en 2008)	8 884	(13 092)
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisées et non réalisées	(1 609)	9 761
Dividendes non imposable	(1 307)	(1 654)
Autres écarts	(847)	1 103
	<u>5 121</u>	<u>(3 882)</u>

c) Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

	2009	2008
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs		
Pertes non réalisées sur les investissements	12 482	13 231
Primes sur les obligations	114	315
Pertes fiscales reportées	-	275
Autres	43	54
	<u>12 639</u>	<u>13 875</u>
Passifs d'impôts futurs		
Logiciels	(297)	(438)
	<u>12 342</u>	<u>13 437</u>

13 Flux de trésorerie

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	2009	2008
	\$	\$
Diminution (augmentation) des comptes débiteurs	3	(711)
Augmentation des impôts sur les bénéfices à payer	4 730	4 916
Diminution des comptes créditeurs	(106)	(176)
	<u>4 627</u>	<u>4 029</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

14 Opérations entre apparentés

La Société est apparentée au Mouvement des caisses Desjardins. Les principales ententes entre la Société et les entités apparentées au Mouvement des caisses Desjardins sont les suivantes :

- La Société a retenu les services de Desjardins Capital de risque (« DCR ») et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion intervenue entre DCR et la Société est en vigueur pour un terme initial de dix ans, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin d'un commun accord. Par la suite, elle sera renouvelée automatiquement pour des termes de cinq ans à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 18 mois, ne décide d'y mettre fin.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée à verser annuellement des honoraires de gestion équivalant à 3 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout montant à payer pour l'acquisition de placements. Ce pourcentage est diminué à 2,5 % à compter de l'exercice suivant celui où la valeur nette des actifs de la Société aura atteint 750 M\$. Ce seuil ayant été atteint au cours de l'exercice 2008, les honoraires de gestion sont de 2,5% pour l'exercice 2009. Un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

- La Société a confié à Fiducie Desjardins les rôles de registraire et d'administrateur relativement aux transactions effectuées par les actionnaires. La durée de cette convention est de trois ans à compter du 1er janvier 2008.
- La Société a consolidé la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1er mai 2009 et est d'une durée illimitée. Auparavant, le rôle de gardien de valeurs était partagé entre DCR, Valeurs mobilières Desjardins, Fiducie Desjardins et la Caisse centrale Desjardins.
- La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, aux mêmes conditions, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	2009	2008
	\$	\$
Bilans		
Caisse centrale Desjardins		
Encaisse	22 411	1 753
Autres investissements	40 640	17 986
Capital Desjardins		
Autres investissements	5 733	3 423
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	76	31
Desjardins Capital de risque		
Débiteurs	37	568
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Autres investissements	738	7 642
Débiteurs	-	125
Fiducie Desjardins		
Encaisse	1 037	-
Autres investissements	-	2 821
Créditeurs	609	687
Valeurs mobilières Desjardins		
Encaisse	-	14 095
Résultats		
Caisse centrale Desjardins		
Intérêts	239	2 684
Gains (pertes) sur investissements réalisés	6 666	(6 995)
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	970	(330)
Capital Desjardins		
Intérêts	184	299
Gains (pertes) sur investissements réalisés	157	(103)
Gains sur investissements non réalisés	154	277
Desjardins Capital de risque		
Frais de gestion	21 231	22 545
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	47	(4 448)
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Autres frais d'exploitation	396	364
Fiducie Desjardins		
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	47	-
Services aux actionnaires	1 521	1 634
Valeurs mobilières Desjardins		
Intérêts	41	346

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

15 Instruments financiers et risques associés

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur a pour objet de déterminer à quels montants ces instruments pourraient être échangés dans une opération courante entre des parties consentantes. Lorsque ceux-ci ne sont pas transigés sur des marchés publics, ils sont évalués selon certains critères déterminés, permettant ainsi de minimiser la subjectivité de l'évaluation. La Société a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Le niveau 1 consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- Le niveau 2 consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données observables sur le marché et;
- Le niveau 3 consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Le tableau suivant présente la répartition des évaluations en juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon ces trois niveaux.

	2009			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	3 590	-	397 731	401 321
Autres investissements	243 725	223 302	738	467 765
Encaisse	23 448	-	-	23 448

Lorsque les évaluations de la juste valeur de participations dans des entreprises privées ne sont pas entièrement basées sur des données observables, l'estimation est qualifiée de niveau 3. Ainsi, en plus de variables exogènes comme le niveau des taux d'intérêt, la croissance économique et les taux d'imposition pour n'en nommer que quelques-unes et dont l'impact est généralement reflété dans les évaluations, d'autres variables endogènes affectent l'estimation des justes valeurs. En effet, l'évaluation des participations est également tributaire de données ou de facteurs influençant particulièrement une entreprise (perspectives, concurrence, ressources humaines ou financière, etc...).

Bien que l'objectif de l'évaluateur soit de s'appuyer le plus possible sur des données observables, le choix des éléments pertinents et leur impact dans l'établissement de la juste valeur est influencé par le jugement de ce dernier. Cependant, bien que pour une même entreprise un autre évaluateur pourrait porter un jugement différent sur certains facteurs particuliers, l'impact sur le portefeuille dans son ensemble sera marginal.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Aux 31 décembre 2009 et 2008

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le solde du début et de la fin du niveau 3 de la hiérarchie pour l'exercice 2009.

	Investissements à		2009
	impact économique	Autres	
	québécois	investissements	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2008	344 602	7 642	356 050
Gains (pertes) réalisés	3 052	-	689
Gains (pertes) non réalisés	(12 732)	47	(9 997)
Acquisitions	94 022	-	94 022
Cessions	(31 213)	(6 951)	(39 609)
Solde au 31 décembre 2009	397 731	738	398 469

Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de la Société sont discutés en détail dans les sections vérifiées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de la Société aux pages 8 et 9.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à
impact économique québécois
Au 31 décembre 2009

Le 10 février 2010

**Rapport des vérificateurs sur le relevé du coût
des investissements à impact économique québécois
accompagnant les états financiers**

**Aux actionnaires de
Capital régional et coopératif Desjardins**

En date du 10 février 2010, nous avons fait rapport sur les bilans de **Capital régional et coopératif Desjardins** (la « Société ») aux 31 décembre 2009 et 2008 et sur les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates.

Dans le cadre de nos vérifications des états financiers mentionnés ci-dessus, nous avons également mis en œuvre des procédés de vérification sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (le « relevé ») au 31 décembre 2009. La responsabilité de ce relevé incombe à la direction de la Société.

À notre avis, ce relevé présente, à tous les égards importants, le coût des investissements à impact économique québécois lorsqu'il est lu conjointement avec les états financiers de la Société.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 19653

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Débentures et avances	Débentures et avances	
Abitibi-Témiscamingue						
Complexe funéraire Ste-Bernadette	2007	C & RR	170	153	-	323
Équipement JexPlore inc.	2007	C & RR	-	150	-	150
Héli Explore inc.	2007	C & RR	125	123	-	248
Hôtel des Eskers inc.	2007	C & RR	200	197	-	397
Hôtel des Gouverneurs	2007	C & RR	200	143	-	343
Hôtel Forestel Val d'Or inc.	2007	C & RR	225	173	-	398
Industries Bérroma inc. (Les)	2009	C & RR	-	353	-	353
Manufacture Adria inc.	2005	C & RR	-	106	-	106
Transport scolaire R.N. ltée	2008	C & RR	200	200	-	400
Trim-Line de l'Abitibi inc.	2009	C & RR	125	125	-	250
Vézeau et frères inc.	2009	C & RR	-	240	-	240
Total Abitibi-Témiscamingue			1 245	1 963	-	3 208
Bas-Saint-Laurent						
Aqua-Biokem BSL inc.	2002	C & RR	1 903	-	296	2 199
Bâtitech ltée	2007	C & RR	70	334	-	404
Bois-Franc inc.	2006	C & RR	-	316	-	316
Boutique Le Pentagone inc.	2008	IM & R	1 288	8 462	-	9 750
Campor inc.	2006	C & RR	-	200	-	200
Équipements J.P.L. inc. (Les)	2008	C & RR	-	139	-	139
Fruits de Mer de l'Est du Québec (1998) ltée (Les)	2006	C & RR	-	150	-	150
Gestion Alain Hébert inc.	2009	C & RR	-	500	-	500
Gestion Gilles D'Amours - 9159-0026 Québec inc.	2005	C & RR	-	1 373	-	1 373
Groupe Composites VCI inc.	2007	C & RR	2 250	1 166	-	3 416
Groupe Fillion Sport inc.	2008	C & RR	-	348	-	348
Industries Desjardins ltée (Les)	2005	C & RR	-	143	-	143
Leblanc Environnement inc.	2008	C & RR	250	250	-	500
Planchers Ancestral (2007) inc. (9184-7376 Québec inc.)	2007	C & RR	80	-	-	80
Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.	2007	C & RR	-	-	185	185
Trans-Plus Express J.L. inc.	2007	C & RR	125	173	-	298
Transport Sébastien Sirois inc.	2009	C & RR	-	250	-	250
Total Bas-Saint-Laurent			5 966	13 804	481	20 251
Capitale-Nationale						
Base 4 inc.	2009	CDév	-	364	-	364
Céramica-Concept inc.	2005	CDév	-	67	-	67
Congébec Logistique inc.	2004	CDév	3 800	-	-	3 800
Coopérative de travailleurs actionnaire du Groupe Congébec	2005	C & RR	-	350	-	350
Creaform inc.	2009	CR – TIC	500	8 000	-	8 500
Cross Match Technologies inc.	2008	CR – TIC	2 353	1 628	-	3 981
Engrenage Provincial inc.	2005	CDév	-	2 028	-	2 028
Frima Studio inc.	2008	CDév	-	417	-	417
Gestion Placage RMH inc.	2006	CDév	-	297	-	297
Groupe Humagade inc.	2006	CR – TIC	11 191	38	-	11 229
H2O Innovation inc.	2009	CDév	-	2 000	-	2 000
Labcal Technologies inc.	2004	CR – TIC	1 589	-	-	1 589
Logiciels Dynagram inc. (Les)	2002	CR – TIC	-	-	198	198
Maison Orthésis inc. (La)	2006	CDév	-	355	-	355
OptoSecurity inc.	2007	CR – TIC	3 500	2 140	-	5 640
Oricom Internet inc.	2005	CDév	-	89	-	89

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débentures et avances \$	Débentures et avances \$	
Piscines Pro et Patios N.V. inc.	2009	CDév	-	380	-	380
Piscines Soucy inc.	2006	CDév	-	163	-	163
Pneus Ratté inc.	2009	CDév	-	250	-	250
Poste Express	2006	CDév	-	213	-	213
Souris Mini inc.	2005	CDév	-	555	-	555
Usital Canada inc.	2002	CDév	240	168	-	408
Total Capitale-Nationale			23 173	19 502	198	42 873
Centre-du-Québec						
Autobus Thomas inc.	2007	CDév	-	512	-	512
Avjet Holding inc.	2009	IM & R	3 800	16 183	-	19 983
CDM Papiers Décors inc.	2006	CDév	-	1 420	-	1 420
Coopérative de travailleurs actionnaire de Fempro	2008	C & RR	-	245	-	245
Demtec inc.	2005	CDév	-	1 249	-	1 249
Distribution Pro-Excellence inc.	2008	CDév	-	260	-	260
Fempro I inc.	2007	IM & R	3 000	6 500	-	9 500
Groupe Anderson inc. (anc. Novatek Laser)	2007	CDév	-	1 992	-	1 992
Groupe Bluberi inc.	2007	IM & R	-	4 068	-	4 068
Groupe S.G. Ameublements commerciaux inc.	2008	CDév	-	530	-	530
Investissements Brasco - Farinart inc.	2009	CDév	-	500	-	500
Métalus inc.	2008	CDév	-	2 121	-	2 121
Service funéraire coopératif Drummond	2007	C & RR	-	470	-	470
Total Centre-du-Québec			6 800	36 050	-	42 850
Chaudière - Appalaches						
Acier Majeau inc.	2008	CDév	-	1 475	-	1 475
Acier Trimax inc.	2009	CDév	-	1 000	-	1 000
Chariots élévateurs du Québec inc. (Les)	2009	CDév	-	300	-	300
CHEQ FM 101,3 (9174-8004 Québec inc.)	2007	CDév	200	233	-	433
CIF Métal ltée	2005	IM & R	4 870	-	-	4 870
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	CDév	-	206	-	206
Ebi-tech inc.	2007	CDév	-	300	-	300
Émile Bilodeau & Fils inc.	2008	CDév	-	152	-	152
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	C & RR	-	297	-	297
K-2 Portes d'acier inc.	2008	CDév	-	203	-	203
Marquis Imprimeur inc.	2007	CDév	500	858	-	1 358
Matiss inc.	2002	CDév	-	469	-	469
MTI Canada inc.	2008	CDév	-	3 107	-	3 107
Portes Patio Résiver inc.	2003	CDév	290	38	-	328
Poutrelles Delta inc.	2006	CDév	-	240	-	240
Produits de plancher Finitec inc.	2007	CDév	-	333	-	333
Services Bivac St-Georges inc.	2009	CDév	-	312	-	312
Structures D.L.D. ltée	2008	CDév	-	345	-	345
Tibetral Système inc.	2006	CDév	400	338	-	738
Transfab Énergie inc.	2006	CDév	-	130	-	130
Transport de l'Amiante	2006	CDév	-	100	-	100
Total Chaudière - Appalaches			6 260	10 436	-	16 696

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées	Débitures et avances	Débitures et avances		
			\$	\$	\$	\$	
Côte-Nord							
Granulco inc.	2009	C & RR	-	238	-	-	238
Interconnect inc.	2006	C & RR	-	119	-	-	119
Simard Suspensions inc.	2009	C & RR	-	1 000	-	-	1 000
Solugaz inc. (anc. Propane Charlevoix)	2007	C & RR	-	570	-	-	570
Total Côte-Nord			-	1 927	-	-	1 927
Estrie							
Camoplast inc.	2002	IM & R	23 171	-	-	-	23 171
Cogisean inc.	2002	CR – TIC	850	1 215	320	-	2 385
Complexe sportif Interplus	2007	CDév	-	291	-	-	291
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	C & RR	-	1 626	-	-	1 626
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	C & RR	-	1 560	-	-	1 560
CoopTel, coop de télécommunication	2009	C & RR	-	3 000	-	-	3 000
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	CDév	-	1 000	-	-	1 000
Électro-5 inc.	2009	CDév	-	400	-	-	400
Extermination Cameron inc.	2005	CDév	-	196	-	-	196
FilSpec inc.	2004	CDév	1 138	-	-	-	1 138
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	CDév	440	84	-	-	524
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	CDév	-	400	-	-	400
IPS Thérapeutique inc.	2002	CDév	80	-	-	-	80
Mésotec inc.	2005	CDév	2 104	-	-	-	2 104
Mirazed inc.	2007	CDév	330	1 095	-	-	1 425
Multi X inc.	2006	CDév	-	726	-	-	726
Pétroles O. Archambault et Fils inc. (Les)	2008	CDév	-	352	-	-	352
Roulottes R.G. inc. (Les)	2009	CDév	-	250	-	-	250
Société Industrielle de Décolletage et d'Outils (S.I.D.O.) ltée	2005	IM & R	2 419	2 641	-	-	5 060
Tranzyme Pharma inc.	2003	CR – Santé	6 065	1 700	-	-	7 765
Total Estrie			36 597	16 536	320	-	53 453
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine							
Ateliers CFI Métal inc. (Les)	2009	C & RR	-	300	-	-	300
Azentic inc.	2006	C & RR	-	289	-	-	289
Construction L.F.G. inc.	2009	C & RR	-	500	-	-	500
Éocycle Technologies inc.	2004	C & RR	1 255	-	-	-	1 255
Gestion C.T.M.A. inc.	2007	C & RR	-	1 750	-	-	1 750
Groupe alimentaire RT ltée	2005	C & RR	-	243	-	-	243
Hôtel Baker ltée	2007	C & RR	-	253	-	-	253
Pesca Conseillers en biologie inc.	2007	C & RR	-	413	-	-	413
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			1 255	3 748	-	-	5 003
Lanaudière							
9210-7614 Québec inc. (Promotion SDM)	2009	CDév	-	500	-	-	500
Gestion P.R. Maintenance inc.	2006	CDév	-	283	-	-	283
Nicorp inc.	2006	CDév	-	116	-	-	116
Ravenco (1991) inc.	2006	CDév	300	325	-	-	625
Total Lanaudière			300	1 224	-	-	1 524

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées	Débitures et avances	Débitures et avances		
			\$	\$	\$	\$	
Laurentides							
Coopérative Forestière des Hautes-Laurentides	2002	C & RR	-	134	-	-	134
J.L. Brissette Itée	2008	CDév	125	125	-	-	250
Triton Électronique inc.	2003	IM & R	2 533	-	-	-	2 533
Total Laurentides			2 658	259	-	-	2 917
Laval							
Investissements Canadiens Libanais Corp. Itée (Les)	2007	CDév	-	3 000	-	-	3 000
NuEra Air inc.	2005	CDév	-	1 487	-	-	1 487
Technologies 20-20 inc.	2002	CR – TIC	864	-	-	-	864
Total Laval			864	4 487	-	-	5 351
Mauricie							
Atelier d'usinage Tifo inc.	2006	C & RR	-	164	-	-	164
Ébénisterie St-Tite inc.	2005	C & RR	-	173	-	-	173
Groupe Soucy inc.	2008	C & RR	-	442	-	-	442
Innovations Voltflex inc.	2006	C & RR	17	300	50	-	367
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	IM & R	-	8 419	-	-	8 419
Morand Excavation inc.	2007	C & RR	-	403	-	-	403
Plomberie René Gilbert Itée	2009	C & RR	-	422	-	-	422
Premier Aviation Centre de révision inc.	2005	C & RR	-	1 611	-	-	1 611
RGF Électrique inc.	2009	C & RR	-	850	-	-	850
Solus Sécurité inc.	2006	C & RR	-	1 455	-	-	1 455
Total Mauricie			17	14 239	50	-	14 306
Montérégie							
Acema Importations inc.	2008	CDév	-	260	-	-	260
Approvisionnement populaire inc.	2009	CDév	-	469	-	-	469
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	CDév	-	4 900	-	-	4 900
Climatisation Mixair inc.	2008	CDév	-	230	-	-	230
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	IM & R	5 827	8 739	-	-	14 566
Équipement militaire Mil-Quip inc.	2007	CDév	-	469	-	-	469
Galenova inc.	2006	CDév	-	825	-	-	825
Groupe Jafaco Gestion inc.	2009	CDév	-	2 812	-	-	2 812
Maçonnerie Rainville et Frères inc.	2007	CDév	-	410	-	-	410
Mini-Centrales de l'Est inc.	2006	CDév	-	200	-	-	200
Miss Arachew inc.	2006	CDév	-	321	-	-	321
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	CDév	163	1 044	-	-	1 207
Ricardo Média inc.	2009	CDév	-	800	-	-	800
Salerno Pellicule et Sacs de plastique (Canada) inc.	2007	CDév	353	1 668	-	-	2 021
Soleil Communication-Marketing Itée	2007	CDév	-	180	-	-	180
Total Montérégie			6 343	23 327	-	-	29 670
Montréal							
3CI inc.	2007	CDév	1 500	2 375	-	-	3 875
9031-1671 Québec inc. (Fondations Prétech)	2008	CDév	-	500	-	-	500
9217-0935 Québec inc.	2009	CR – TIC	-	176	-	-	176
Acti-Menu inc.	2005	CDév	1 010	-	-	-	1 010
Active Tech Electronics Inc.	2008	CDév	1 250	2 250	-	-	3 500
Aegera Therapeutics Inc.	2002	CR – Santé	6 382	-	-	-	6 382

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débentures et avances \$	Débentures et avances \$	
Alyotech Canada inc.	2006	CR – TIC	6 886	-	-	6 886
Ambrilia Biopharma inc.	2003	CR – Santé	3 317	1 683	-	5 000
APTITUDE, Service de consultation en réadaptation inc.	2006	CDév	-	-	162	162
Aurelium BioPharma inc.	2003	CR – Santé	2 869	40	-	2 909
Bioaxone Thérapeutique inc.	2002	CR – Santé	2 000	1 057	-	3 057
Bureau Canadien d'investigations et d'Ajustements	2009	CDév	1 500	2 500	-	4 000
Chaussures STC inc. (Les)	2009	CDév	-	967	-	967
Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	2005	C & RR	-	1 503	-	1 503
Coopérative travailleurs actionnaire de Magnus Poirier	2009	C & RR	-	775	-	775
Coradiant (Canada) inc.	2004	CR – TIC	11 050	-	-	11 050
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	CDév	290	467	-	757
Enobia Pharma inc.	2005	CR – Santé	10 494	-	-	10 494
ExelTech Aérospatiale inc.	2004	CDév	753	-	-	753
Formédica ltée	2009	CDév	4 200	-	-	4 200
GES Technologies inc.	2007	CDév	-	370	-	370
Groupe Tapico inc.	2009	CDév	-	260	-	260
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	IM & R	3 000	3 813	-	6 813
La Coop fédérée	2005	C & RR	-	25 000	-	25 000
LiquidXStream Systems inc	2007	CR – TIC	5 000	1 000	-	6 000
LxData inc.	2002	CR – TIC	10 917	-	-	10 917
Maison de distribution Colac (2008) inc.	2008	IM & R	850	1 987	-	2 837
Manutention Québec inc.	2007	CDév	-	1 990	-	1 990
Mon Mannequin Virtuel inc.	2005	CR – TIC	13	2 000	243	2 256
Negotium Technologies	2008	CR – TIC	-	48	-	48
Nstein Technologies inc.	2004	CR – TIC	310	-	-	310
Osprey Pharmaceuticals Limited	2003	CR – Santé	2 877	137	-	3 014
PainCeptor Pharma Corporation	2004	CR – Santé	3 800	4 033	-	7 833
Pensée & Mouvement Artificiels inc. (A2M)	2002	CR – TIC	1 186	-	-	1 186
Resonant Medical inc.	2004	CR – Santé	7 414	-	-	7 414
Technologies Miranda inc.	2002	CR – TIC	1 997	-	-	1 997
Topigen Pharmaceutiques inc.	2004	CR – Santé	10 500	-	-	10 500
Tungle Corporation	2007	CR – TIC	1 661	-	-	1 661
Total Montréal			103 026	54 931	405	158 362
Outaouais						
Cactus Commerce inc.	2004	CR – TIC	800	-	-	800
Coopérative forestière de l'Outaouais	2006	C & RR	-	184	-	184
Evolutel inc.	2008	CDév	-	261	-	261
Expertronic (3573851 Canada inc.)	2008	CDév	-	483	-	483
Groupement forestier du Pontiac inc.	2006	CDév	-	135	-	135
Service domicile Outaouais inc.	2007	CDév	-	39	-	39
Total Outaouais			800	1 102	-	1 902
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
Alutrans Canada inc.	2008	C & RR	150	150	-	300
Charcuterie L. Fortin ltée	2008	C & RR	-	323	-	323
Constructions P3L (9137-1666 Québec inc.)	2007	C & RR	-	861	-	861
Constructions Proco inc.	2007	C & RR	500	428	-	928
Coopérative Forestière de Girardville	2007	C & RR	-	411	-	411
Démolition et excavation Demex inc.	2008	C & RR	-	437	-	437
Ébénisterie André Potvin inc.	2008	C & RR	125	125	-	250

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débentures et avances \$	Débentures et avances \$	
Entreprises Alfred Boivin inc. (Les)	2007	C & RR	-	314	-	314
Entreprises Forestières N.T. inc. (Les)	2005	C & RR	-	18	-	18
Environnement Sanivac inc.	2009	C & RR	-	500	-	500
Frigon Électrique inc.	2005	C & RR	-	31	-	31
Groupe Canmec inc.	2004	IM & R	3 389	825	-	4 214
Groupe Nokamic inc.	2005	C & RR	-	222	-	222
Luzerne Belcan Lac-Saint-Jean inc. (Les)	2002	C & RR	527	55	-	582
Nature 3M inc.	2002	C & RR	-	55	-	55
Scierie Gauthier ltée	2006	C & RR	-	462	-	462
Services de soins de santé Opti-Soins inc. (Les)	2008	C & RR	400	400	-	800
Services Nolitrex inc.	2008	C & RR	500	500	-	1 000
Thermo-Tech (9132-8716 Québec inc.)	2003	C & RR	18	502	-	520
Transports Réjean Fortin inc.	2006	C & RR	-	80	-	80
Végétolab inc.	2003	C & RR	32	108	-	140
Viandes C.D.S. inc. (Les)	2006	C & RR	405	210	-	615
Vieille Garde inc. (La)	2009	C & RR	-	175	-	175
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			6 046	7 192	-	13 238
Fonds						
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	C & RR	42 186	-	-	42 186
Fier Partenaires, société en commandite	2005	C & RR	7 141	-	-	7 141
Fonds d'investissement MSBI, société en commandite	2004	CR – TIC	8 211	-	-	8 211
iNova Capital inc. (anc. Gestion MSBI inc.)	2004	CR – TIC	154	-	-	154
Novacap Industries III s.e.c.	2007	IM & R	569	-	-	569
Novacap Technologies III s.e.c.	2007	CR – TIC	3 993	-	-	3 993
Total Fonds			62 254	-	-	62 254
Total au coût			263 604	210 727	1 454	475 785

Légende par secteur d'activité

IM & R:	Investissements majeurs et rachats d'entreprises
CDév:	Capital de développement
C & RR:	Coopératives et régions ressources
CR – TIC:	Capital de risque Technologies de l'information et des télécommunications
CR – Santé:	Capital de risque Santé et biotechnologies

Ce relevé des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 4 des états financiers de la Société.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 31 décembre 2009

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations (77,2 %)				
Obligations fédérales et garanties (32,3 %)				
Exportation et développement Canada	2011-06-01, 5,75 %	9 037	9 442	9 608
Gouvernement du Canada	2019-06-01, 3,75 %	175	180	177
	2041-06-01, 4,00 %	2 000	1 977	1 973
PSP Capital inc.	2013-12-09, 4,57 %	1 500	1 567	1 590
Société canadienne d'hypothèque et de logement	2011-06-01, 6,00 %	3 000	3 068	3 199
	2012-06-01, 3,40 %	43 000	42 763	44 449
	2012-12-15, 4,55 %	28 800	30 746	30 700
	2013-09-15, 3,55 %	2 000	2 076	2 069
	2013-12-01, 4,90 %	11 000	11 161	11 896
	2015-03-15, taux variable	10 500	10 510	10 506
	2016-02-01, 4,25 %	10 700	11 022	11 266
	2017-02-01, 4,35 %	7 500	7 629	7 823
	2018-12-15, 4,10 %	15 700	16 257	15 983
Total obligations fédérales et garanties		144 912	148 398	151 239
Obligations provinciales et garanties (24,7 %)				
Financement-Québec	2014-03-01, 4,25 %	22 897	23 648	24 146
	2015-12-01, 4,25 %	9 000	8 972	9 392
Hydro-Québec	2011-02-15, 3,65 %	20 000	19 922	20 579
	2012-07-16, 3,90 %	5 000	4 955	5 208
Municipal Finance Authority of British Columbia	2016-04-19, 4,65 %	3 500	3 632	3 698
	2019-06-03, 4,875 %	2 000	2 123	2 068
Office Ontarien de Financement de l'Infrastructure Stratégique	2015-06-01, 4,60 %	3 000	3 047	3 141
Ontario School Boards Financing Corporation	2011-10-19, 5,90 %	1 000	1 060	1 072
Ontrea inc.	2011-10-31, 5,70 %	300	310	321
	2013-04-09, 5,57 %	2 000	2 066	2 169
Province de la Colombie Britannique	2018-12-18, 4,65 %	600	612	623
Province de l'Ontario	2013-06-02, 4,75 %	21 025	22 253	22 532
	2016-03-08, 4,40 %	1 500	1 565	1 579
Province de Québec	2017-12-01, 4,50 %	13 045	13 324	13 529
	2018-12-01, 4,50 %	2 550	2 571	2 606
Ville de Laval	2015-03-12, 4,30 %	1 156	1 145	1 197
Ville de Montréal	2017-12-01, 5,00 %	1 500	1 524	1 559
Ville de Vancouver	2011-02-21, 5,85 %	150	154	158
Total obligations provinciales et garanties		110 223	112 883	115 577
Obligations d'institutions financières (15,3 %)				
Banque de Montréal	2012-06-21, 5,20 %	2 000	1 990	2 128
	2016-04-21, 5,10 %	3 500	3 655	3 700
	2018-05-02, 6,02 %	1 650	1 787	1 849
Banque de Nouvelle-Écosse	2013-03-27, 4,99 %	9 480	9 971	10 075
Banque HSBC	2011-03-28, 4,59 %	200	207	207
Banque Nationale du Canada	2014-12-22, 4,93 %	1 200	1 227	1 263
Banque Royale	2013-03-11, 4,84 %	10 000	10 620	10 591
	2013-11-04, 5,45 %	920	927	995
	2014-12-22, 4,71 %	1 645	1 640	1 750
Banque Toronto Dominion	2011-10-28, 4,87 %	2 500	2 507	2 625
	2012-11-01, 5,38 %	1 500	1 620	1 611
	2013-06-03, 5,69 %	6 400	6 725	6 964

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations d'institutions financières (suite)				
BNS Capital Trust	2010-12-31, 7,31 %	1 000	1 007	1 054
Capital Desjardins	2014-04-01, 5,76 %	5 300	5 608	5 733
Capital RBC	2013-12-31, 5,81 %	1 000	983	1 079
Financière Manuvie	2011-02-16, 6,24 %	2 625	2 659	2 754
	2019-04-08, 7,77 %	500	574	594
Financière Sun Life	2012-06-30, 6,15 %	935	957	1 005
	2018-01-30, 5,59 %	1 000	1 001	1 026
Financière Wells Fargo	2012-09-13, 5,20 %	1 565	1 628	1 658
	2013-12-06, 4,33 %	100	97	103
	2015-06-30, 4,38 %	500	479	508
GE Capital	2011-05-02, 4,75 %	1 300	1 305	1 344
	2012-08-17, 5,29 %	1 500	1 474	1 588
	2013-06-06, 5,15 %	3 000	3 012	3 164
	2015-02-11, 4,65 %	1 000	982	1 022
	2017-01-17, 4,55 %	400	381	394
Great-West Lifeco inc.	2018-03-21, 6,14 %	1 000	979	1 085
Honda Canada Finance	2012-09-26, 5,68 %	400	395	427
	2013-05-09, 5,08 %	800	780	841
Industrielle Alliance	2014-03-27, 8,25 %	335	382	379
	2014-06-30, 5,13 %	140	136	143
JP Morgan Chase & Co	2016-02-22, 5,06 %	750	724	742
Services financiers Caterpillar	2012-06-01, 4,94 %	400	394	420
TD Capital	2017-12-18, 5,76 %	600	575	625
Total obligations d'institutions financières		67 145	69 388	71 446
Obligations de sociétés (4,4 %)				
Aéroport d'Ottawa	2017-05-02, 4,73 %	150	149	153
Aéroports de Montréal	2012-04-16, 6,35 %	80	83	87
Bell Canada	2014-06-30, 4,85 %	1 000	1 058	1 050
British Columbia Ferry Service inc.	2014-05-27, 5,74 %	100	105	109
CU inc.	2017-11-22, 6,15 %	500	537	564
Enbridge inc.	2013-03-25, 4,67 %	250	247	264
	2014-01-29, 5,57 %	250	253	273
Encana inc.	2012-03-12, 4,30 %	1 000	986	1 044
	2018-01-18, 5,80 %	450	451	479
Epcor Utilities	2018-01-31, 5,80 %	489	450	525
Greater Toronto Airport	2012-12-13, 6,25 %	1 000	1 061	1 101
	2017-06-01, 4,85 %	605	595	625
Groupe Pages Jaunes	2014-04-21, 5,71 %	400	394	396
Hydro One inc.	2012-11-15, 5,77 %	3 439	3 705	3 754
Hydro Ottawa	2015-02-09, 4,93 %	115	117	122
Loblaws	2011-01-19, 6,50 %	500	514	525
NAV Canada	2016-02-24, 4,71 %	500	492	527
Nova Scotia Power	2013-10-01, 5,75 %	500	500	544
Ressources naturelles Canada	2015-06-01, 4,95 %	500	485	521
Rogers Communications	2016-05-26, 5,80 %	1 000	998	1 068
Shoppers Drug Mart	2012-01-20, 4,80 %	600	611	631
	2013-06-03, 4,99 %	90	91	96
Suncor Energy	2018-05-22, 5,80 %	400	343	419
Talisman Energy	2011-01-27, 4,44 %	100	99	103
Telus inc.	2013-06-03, 5,00 %	472	464	498
	2014-05-15, 4,95 %	500	502	525
	2019-12-04, 5,05 %	1 000	994	975
Thomson Reuters Corp	2015-07-15, 5,70 %	1 500	1 641	1 643
Toronto Hydro	2013-05-07, 6,11 %	250	259	274

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations de sociétés (suite)				
Transcanada Pipeline	2014-01-15, 5,65 %	1 000	1 029	1 098
Union Gas Ltd.	2010-06-01, 7,20 %	100	101	102
	2011-05-04, 6,65 %	118	122	126
Westcoast Energy	2013-12-30, 8,30 %	428	476	503
Total obligations de sociétés		19 386	19 912	20 724
Obligations supranationales (0,5 %)				
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	2012-12-15, 4,30 %	2 000	2 008	2 115
Total obligations supranationales		2 000	2 008	2 115
Total obligations		343 666	352 589	361 101

Instruments de marché monétaire (18,3 %)

Caisse centrale Desjardins	2010-01-06, 0,50 %	40 000	40 000	40 000
Bons du Trésor du Québec	2010-02-26, 0,47 %	10 000	9 993	9 993
	2010-10-28, 0,55 %	35 800	35 638	35 638
Total instruments de marché monétaire		85 800	85 631	85 631

Contrats de change (0,1 %)

Caisse centrale Desjardins	2010-03-31, 1,0656 SCA/\$US	43 750	\$US	s.o.	640
Couverture d'investissements à impact économique québécois					
Total contrats de change		43 750	\$US	s.o.	640

Nombre d'actions

Actions privilégiées (4,2 %)

Banque Canadienne Impériale de Commerce	Perpétuelle, 5,75 %	17 000	454	417
	Perpétuelle, 5,50 %	15 000	401	353
	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	401	359
Banque de Nouvelle-Écosse	Perpétuelle, 5,60 %	20 000	505	497
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 5,85 %	6 200	165	156
Banque Royale	Perpétuelle, taux variable	20 000	500	558
	Perpétuelle, 4,50 %	50 000	1 260	1 017
Banque Toronto Dominion	Perpétuelle, 4,85 %	35 000	746	805
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 5,75 %	10 000	220	244
	Perpétuelle, 6,00 %	95 000	2 528	2 382
	Perpétuelle, 4,95 %	25 000	658	535
	Perpétuelle, 5,10 %	10 000	263	220
	Perpétuelle, taux variable	77 800	1 970	1 614
Corporation Power du Canada	Perpétuelle, 5,00 %	45 400	1 011	943
Financière Manuvie	Perpétuelle, 4,10 %	75 500	2 037	2 008
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,75 %	82 000	1 755	1 676

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

Description		Nombre d'actions	Coût \$	Valeur du marché \$
Actions privilégiées (suite)				
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,80 %	30 300	782	626
Great-West Lifeco inc.	Perpétuelle, taux variable	145 000	3 815	3 176
	Perpétuelle, 5,20 %	30 000	737	818
Industrielle Alliance	Perpétuelle, taux variable	16 700	415	459
	Perpétuelle, 6,00 %	20 000	500	500
	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	243	292
Total actions privilégiées			21 366	19 655
Fonds de fonds de couverture (0,2 %)				
DGAM ASF, série B		145 047	4 511	738
Total fonds de fonds de couverture			4 511	738
Total autres investissements (100,0 %)			464 097	467 765

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires
Au 31 décembre 2009

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non vérifié)

Au 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Déventures et avances \$	Déventures et avances \$	
31 décembre 2009	Desjardins – Innovatech S.E.C.	57,4			
	AAT inc.	14	728	-	742
	Albert Perron inc.	653	747	-	1 400
	Aqua-Biokem BSL inc.	936	-	293	1 229
	Boisaco inc.	1 723	-	-	1 723
	Concept Mat inc. et 9200-7848 Québec inc.	-	335	-	335
	Éocycle Technologies inc.	716	51	-	767
	Équipements Comact inc.	287	716	-	1 003
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	-	806	806
	Groupe Ohméga inc.	98	115	-	213
	Gyro-Trac Côte Ouest inc.	-	-	408	408
	Gyro-Trac inc. (9163-2521 Québec inc.)	1 311	-	-	1 311
	KGI Systèmes automobiles inc.	-	-	445	445
	Marinard Biotech inc.	29	207	-	236
	Menu-Mer Itée	-	211	-	211
	Produits forestiers Lamco inc.	328	-	-	328
	Rocmec Mining inc.	-	-	460	460
	Autres compagnies (9) inférieures à 175 000 \$	188	260	484	932
		6 283	3 370	2 896	12 549
	Fonds engagés mais non déboursés				287
					12 836

Ce répertoire non vérifié détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés et partenaires dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$.